

ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE FARE 'ĀPO'ORA'A RAHI NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Compte rendu intégral des débats

Séance du 28 septembre 2023

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Séance du 28 septembre 2023	68
-----------------------------------	----

PROCÈS-VERBALDeuxième séance : jeudi 28 septembre 2023 à 13 heures 55 minutesPRÉSIDENCE de M. Antony Géros
président de l'assemblée de la Polynésie française**S O M M A I R E**

OUVERTURE DE LA SÉANCE	68
APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR.....	69
SÉANCE DE QUESTIONS ORALES	70
– Question orale de Madame Tepuaraurii Teriitahi sur l'intérêt des voyages officiels	70
– Question orale de Madame Pascale Haiti relative à la lutte contre la vie chère	72
EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES.....	75
– Rapport n° 86-2023 relatif à une proposition de résolution relative au soutien de l'assemblée de la Polynésie française au traité sur l'interdiction des armes nucléaires.....	75
– Rapport n° 87-2023 relatif à un projet de délibération relative à la modification n° 5 des budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'année 2023.....	81
– Rapport n° 56-2023 relatif à un projet de délibération portant approbation des comptes annuels de l'exercice 2021 de l'établissement public Office des postes et télécommunications et affectation de son résultat.....	86
– Rapport n° 57-2023 relatif à un projet de délibération portant approbation des comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 du groupe public Office des postes et télécommunications.....	86
– Rapport n° 83-2023 relatif à un projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D.....	94
EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE.....	98
CLÔTURE DE LA SÉANCE.....	98

*Les rapports peuvent être consultés sur le site internet de l'assemblée de la Polynésie française à l'adresse www.assemblee.pf**Les interventions en langues polynésiennes ont fait l'objet d'une traduction surlignée en gris.*

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le président : Madame la vice-présidente, Messieurs les ministres, à vos collaborateurs qui vous accompagnent, également à nos amis du public, à nos amis de la presse, ainsi qu'à tous ceux qui nous suivent sur les réseaux sociaux et moyens d'Internet.

Je déclare la séance ouverte.

Vous avez été convoqués par lettre n° 1724/2023/APF/SG du 20 septembre 2023 et je demande au secrétaire général de faire l'appel des représentants et de nous lecture également des procurations qui ont été déposées.

M^{me} Jeanne Santini :

M ^{me}	Teumere	Atger-Hoi	absente
M ^{me}	Teave	Boudouani-Chaumette	présente
M ^{me}	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	absente
M ^{me}	Tahia	Brown	présente
M.	Michel	Buillard	absent
M ^{me}	Yseult	Butcher-Ferry	absente
M.	Steve	Chailloux	absent
M.	Mike	Cowan	présent
M.	Henri	Flohr	présent
M.	Bruno	Flores	présent
M ^{me}	Rachelle	Flores	présente
M ^{me}	Béatrice	Flores-Le Gayic	présente
M ^{me}	Joëlle	Frebault	arrivée en cours de séance
M.	Édouard	Fritch	absent
M ^{me}	Thilda	Garbutt-Harehoe	présente
M.	Antony	Géros	présent
M ^{me}	Pascale	Haiti	présente
M.	Ueva	Hamblin	présent
M ^{me}	Maïte	Hauata Ah-Min	présente
M.	Tevaipaea	Hoiore	présent
M ^{me}	Odette	Homai	présente
M ^{me}	Teura	Iriti	présente
M.	Benoit	Kautai	absent
M ^{me}	Marielle	Kohumoetini	absente
M ^{me}	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	présente
M.	Nuihau	Laurey	présent
M.	Heinui	Le Caill	présent
M.	Tematai	Le Gayic	absent
M.	Simplicio	Lissant	présent
M.	Cliff	Loussan	présent
M ^{me}	Maurea	Maamaatuaiahutapu	absente
M.	Vincent	Maono	présent
M.	Tahuhu	Maraeura	présent
M ^{me}	Hinamoeura	Morgant-Cross	présente
M ^{me}	Pauline	Niva	présente
M ^{me}	Patricia	Pahio-Jennings	absente
M ^{me}	Cathy	Puchon	présente
M ^{me}	Sonia	Punua-Taac	présente
M.	Frédéric	Riveta	arrivé en cours de séance
M.	Allen	Salmon	présent
M ^{me}	Nicole	Sanquer	présente
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	présent
M.	Tafai, Mitema	Tapati	présent
M.	Ernest	Teagai	présent
M.	Ah Ky	Temarii	absent

M.	Oscar, Manutahi	Temaru	présent
M.	Tevahiarui	Teraiarue	présent
M.	Ruben	Teremate	présent
M ^{me}	Tepuaurui	Teriitahi	présente
M.	Pierre	Terou	présent
M.	Félix, Hoa	Tetua	présent
M ^{me}	Lana	Tetuanui	arrivée en cours de séance
M ^{me}	Sylvana	Tiatoa	présente
M.	Gaston	Tong Sang	présent
M ^{me}	Vahinetua	Tuahu	présente
M ^{me}	Jeanne	Vaianui	présente
M ^{me}	Elise	Vanaa	présente

Siègent au banc du gouvernement :

Madame la vice-présidente du gouvernement Éliane Tevahitua, Mesdames et Messieurs les ministres, Vannina Crolas, Minarii Galenon Taupua, Tevaiti-Ariipaea Pomare, Taivini Teai et Cédric Mercadal.

PROCURATIONS

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, nous avons reçu les procurations de :

RÉFÉRENCES	DE :	À :
N° 10239	Patricia Pahio-Jennings	Pauline Niva
N° 10265 – 13 h 30	Tematai Le Gayic	Antony Géros
N° 10266 – 13 h 30	Maurea Maamaatuaiahutapu	Heinui Le Caill
N° 10267 – 13 h 30	Ah Ky Temarii	Ueva Hamblin
N° 10268 – 13 h 30	Steve Chailloux	Cliff Loussan
N° 10269 – 13 h 30	Teumere Atger-Hoi	Rachelle Flores
N° 10270 – 13 h 30	Frangélica Bourgeois-Tarahu	Béatrice Flores-Le Gayic
N° 10271 – 13 h 30	Marielle Kohumoetini	Hinamoeura Morgant-Cross
N° 10272 – 13 h 30	Édouard Fritch	Tepuaurui Teriitahi
N° 10273 – 13 h 30	Yseult Butcher-Ferry	Cathy Puchon
N° 10274 – 13 h 30	Michel Buillard	Sonia Punua-Taae
N° 10275 – 13 h 30	Benoit Kautai	Pascale Haiti
PROCURATIONS ARRIVÉES EN COURS DE SÉANCE :		
N° 10276 – 15 h	Lana Tetuanui	Teura Iriti
N° 10277 – 15 h 30	Nicole Sanquer	Nuihau Laurey

APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président : Merci. Le quorum étant atteint, je vais demander au secrétaire général de nous donner lecture du projet d'ordre du jour tel qu'il vous a été transmis.

M^{me} Jeanne Santini : Monsieur le président, voici le projet d'ordre du jour proposé :

- I) Approbation de l'ordre du jour ;
- II) Séance de questions orales ;
- III) Examen des rapports, des projets de délibération et de loi du pays, d'une proposition de loi du pays et de résolution ;
- IV) Examen de la correspondance ;
- V) Clôture de la séance.

Le président : Vous avez été destinataires d'un projet d'ordre du jour des rapports à étudier. Donc, à la demande du gouvernement, on nous demande de retirer le premier rapport (le rapport 84-2023) qui porte sur un projet de délibération relative aux statuts types des sociétés d'économie mixte créées par la Polynésie française. On va donc retirer ce dossier. Madame la vice-présidente souhaite attendre le retour du Président pour qu'il puisse reprendre ce dossier en main et nous le présenter. Je demande donc son inscription à la séance du 12.

Ensuite, la deuxième modification que je vous propose d'effectuer, c'est de déclasser le rapport n°86-2023 qui intéresse une proposition de résolution relative au soutien de l'APF au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires en position 1.

Après, de déclasser le rapport n° 87-2023 relatif à un projet de délibération relative à la modification n° 5 des budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'année 2023 en position 2.

Ce qui nous amène à examiner en 3^e position le rapport n°56-2023 relatif à un projet de délibération portant approbation des comptes annuels de l'exercice 2021 de l'établissement public Office des postes et télécommunications et affectation de son résultat.

En position 4, le rapport n°57-2023 qui est concomitant au rapport que je viens d'évoquer, puisque cela va faire l'objet d'une seule discussion générale.

En position 5, le rapport n°83-2023 relatif à un projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D. Donc ça, c'est la position 5.

En position 6, le rapport n°82-2023 sur le projet de loi du pays portant simplification et modernisation des prescriptions d'arrêts de travail au titre de l'assurance maladie et de l'assurance longue maladie. Ça, c'est la position 6.

Et enfin, en dernière position, le rapport n°66-2023 sur la proposition de loi du pays portant abrogation de l'obligation vaccinale contre la Covid-19.

Pourquoi ce déclassement-là ? Parce que, je compte interrompre la séance à partir de 17 heures, puisque l'examen de ces rapports va être précédé de la séance de questions orales et donc on risque de prendre du temps, et ensuite on va commencer à aborder les rapports.

Et, c'est ce qui va nous permettre, quand on va arriver à 17 heures, de pouvoir reporter les dossiers qui n'ont pas été étudiés à la séance du 12, puisqu'on vient de consulter l'ordre du jour du 12. Cela va nous permettre de densifier cette séance-là puisque, pour l'instant, en dossiers qui nous ont été présentés, il n'y a que trois rapports de la Chambre des comptes qui seraient susceptibles d'être étudiés lors de notre séance du 12, et ensuite il y a quelques comptes financiers. Donc, cela va nous permettre de densifier cet ordre du jour.

Donc, si vous en convenez, je passe au vote : qui est pour la modification telle que je viens de l'évoquer ?... Donc c'est bon, à l'unanimité.

SÉANCE DE QUESTIONS ORALES

Le président : Je vous propose, sans plus tarder, de démarrer la séance de questions orales.

Nous avons reçu deux questions orales encadrées par l'article 38 de notre règlement intérieur.

« L'auteur de la question, ou le représentant à qui il a donné procuration en séance plénière, dispose de trois minutes pour exposer sa question. Il ne peut reprendre la parole après la réponse du gouvernement. Le ministre dispose de cinq minutes pour apporter sa réponse. Il peut compléter celle-ci par un commentaire écrit distribué à chaque représentant. »

La séance dure une heure et il est très exactement 14 h 4. Et donc, à 15 h 4, on arrête la séance de questions orales, mais je pense qu'on aura arrêté bien avant.

Merci bien.

J'appelle, comme premier intervenant pour sa question orale, Madame Tepuaurii Teriitahi, à poser sa question.

QUESTION ORALE DE MADAME TEPUARAURII TERIITAHU SUR L'INTERET DES VOYAGES OFFICIELS (Lettre n° 10174 SG du 26/09/2023)

M^{me} Tepuaurii Teriitahi : Merci, Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie française.

Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues, *bonjour. Mes salutations* également à tout notre public.

Je suis désolée d'entamer mes minutes, mais je vais essayer de rester dans mes trois minutes.

Ma question est adressée à notre Président, Monsieur Moetai Brotherson, et l'objet de ma question, c'est l'intérêt donc des voyages officiels de notre Président.

Monsieur le Président — absent —, en un peu moins de cinq mois de gouvernance, vous avez effectué six voyages officiels, d'une durée moyenne de 10 jours chacun, et allez entamer dans quelques jours votre septième déplacement.

C'est ainsi qu'au mois de mai, vous vous êtes rendu en Corée du Sud afin de participer à une conférence consacrée à la Coopération internationale de la République de Corée dans le domaine de la pêche. Il est vrai que le Tavini ambitionne de multiplier par trois la capacité de pêche en cinq ans... Impossible de faire sans l'aide des Asiatiques !

Au mois de juin, vous vous êtes envolé pour Paris afin de faire une dernière fois le show aux tribunes du palais Bourbon, installer notre nouvelle députée, Madame Mereana Arbelot, et selon vos propres propos, de « donner le ton des relations avec l'État ». Des relations de grande proximité qui vous ont valu des remontrances de la part des instances dirigeantes de votre parti.

Au mois d'août, en bon républicain que vous êtes, vous vous êtes rendus au Vanuatu, puis en Papouasie Nouvelle-Guinée aux côtés du président Macron afin de l'accompagner dans ses rencontres avec les leaders des États souverains du Pacifique. Une belle leçon de décolonisation !

Au mois de septembre, sans valises, vous avez effectué un nouveau déplacement à Paris pour encourager le XV de France au match d'ouverture de la Coupe du monde de Rugby, y faire la tournée des palaces et des grands restaurants parisiens, mais aussi pour rencontrer les patrons français et la grande distribution. Tout un programme !

Vous voici désormais à Washington, arborant votre plus beau *lavalava* et rompant avec tous les protocoles vestimentaires pourtant si chers aux leaders du Pacifique, pour rencontrer le président Joe Biden et discuter de la menace de l'influence de la Chine dans le Pacifique avec qui, pourtant, le Tavini huiraatira aimerait renforcer ses relations.

Enfin, dans quelques jours, vous serez à New York, au siège de l'ONU, accompagné de notre président de l'assemblée, et — se dit-il — d'une vingtaine d'élus de la majorité pour remettre le couvert sur la question de la décolonisation. Il nous tarde d'ailleurs de voir comment, cette fois-ci, vous expliquerez l'absence de démocratie en Polynésie française après votre victoire aux élections législatives et territoriales.

Monsieur le Président absent et en voyage, si les raisons et l'intérêt de vos multiples déplacements restent souvent un mystère, vos absences, elles, sont très remarquées.

En effet, nous ouvrons aujourd'hui la deuxième séance de la session budgétaire... sans le Président du Pays.

Nous inaugurons aujourd'hui la Foire agricole... sans le Président du Pays.

Nous ouvrirons demain le Salon du tourisme... sans le Président du Pays, pourtant en charge du tourisme et des transports aériens internationaux.

Des grèves seront effectives ce soir à minuit à l'OPT, au service de la biosécurité et au sein du groupe Cowan... sans le Président du Pays pour les régler.

Monsieur le Président absent, ma question est la suivante : Quelle est la plus-value directe pour le Pays et le pouvoir d'achat des Polynésiens de ces voyages quasi mensuels qui coûtent aux contribuables la bagatelle de 50 000 francs par jour (hors billet d'avion et indemnités présidentielles) ? Pensez-vous qu'à l'heure où nous démarrons nos travaux budgétaires, que nous inaugurons des événements importants des secteurs clés de notre économie, que des conflits sociaux sont en passe d'éclater et que le fossé se creuse dangereusement entre votre gouvernement et votre majorité, il soit véritablement pertinent d'aller faire, une nouvelle fois, de la diplomatie et de la représentation à l'autre bout du monde ?

Je vous remercie de vos réponses et de votre attention.

Le président : Merci. Je demande au gouvernement d'apporter sa réponse.

M^{me} Éliane Tevahitua : *Bonjour* à tous. Mesdames et Messieurs les représentants à l'assemblée de la Polynésie, chers auditeurs et téléspectateurs, chers amis de la presse.

Madame la représentante Teriitahi, chère Tepuaraarii, j'ai écouté avec beaucoup d'attention votre question orale adressée au Président de la Polynésie française et je dois vous avouer que je suis inquiète. Je suis inquiète pour vous, Madame la représentante. Je suis encore plus inquiète pour ceux qui vous ont inspiré cette question orale qui porte sur les déplacements de Monsieur Brotherson dans le Pacifique et à l'étranger.

Voyez-vous, le premier mot qui me vient à l'esprit en vous entendant est le mot « schizophrénie ». La schizophrénie, Madame la représentante, est une maladie qui se caractérise par des troubles importants de la perception de la réalité.

Je crois déceler dans les propos du Tapura huiraatira, par votre entregent, une forme sévère de schizophrénie. Vous vivez, Madame, dans un monde alternatif et passéiste, un monde dans lequel notre pays est coupé de son environnement régional immédiat, un monde dans lequel notre seule porte de salut, notre seul et unique partenaire économique et institutionnel possible et envisageable ne pourrait et ne devrait être que la France et rien que la France, la puissance administrante historique de notre pays !

Votre problème, Madame la représentante, est que vous ne pouvez pas concevoir un monde multipolaire, un monde sans cette relation exclusive, je dirai même ancillaire et univoque avec la France.

La vision du monde du groupe Tavini huiraatira et de notre gouvernement diffère en cela radicalement de la vôtre. Alors que vous êtes encore dans le déni de notre réalité géographique, celle d'un pays qui doit s'ouvrir davantage à la région Pacifique, le Président du Pays et de l'assemblée, eux, se préoccupent de notre intégration régionale dans le Pacifique. Nos élus, eux, se préoccupent des problématiques liées aux changements climatiques auxquels, comme nous, les États indépendants du Pacifique seront confrontés et qui appellent une réponse collective et régionale.

Vous êtes encore et toujours dans le déni de la réalité géopolitique et sécuritaire du monde qui est en train de bouleverser la région Asie-Pacifique dans laquelle nous sommes partie prenante et qui est en train de se construire sous nos yeux.

Vous avez, telle l'autruche, décidé de faire fi des enjeux géopolitiques des routes de la soie, de problématiques de défense et de sécurité liées à l'axe Indopacifique, et surtout de la place que notre pays doit y jouer pour survivre et en tirer bénéfice.

C'est tout le sens du déplacement du président de la Polynésie à Washington et de sa rencontre avec Joe Biden qui, dois-je vous le rappeler, est le président quand même de la première puissance économique et militaire de la planète.

Demain, il est tout à fait envisageable que notre Président rencontre le président de la Chine qui est un grand pays, un grand peuple, et une puissance économique et militaire incontournable dans la région Asie-Pacifique.

Là où vous n'entrevoyez que des oppositions indépassables entre la Chine et les USA, nous, nous envisageons des opportunités, des partenariats économiques et culturels constructifs pour notre pays. C'est également le sens du déplacement de notre Président à Vanuatu, une ancienne colonie française devenue indépendante, et en Papouasie Nouvelle-Guinée.

Le rôle de notre Président n'est pas de se cantonner à couper les rubans, mais de faire entendre la voix de notre Pays, la voix du peuple *polynésien*, auprès des puissants de ce monde. Nous devons être fiers de voir notre pays accueilli avec les honneurs et avec respect par les grandes puissances de ce monde.

Quel changement ! Alors que le parti politique dont vous êtes n'a cessé de répéter que notre pays n'a pas de valeur, n'a pas d'importance, n'est rien sans la France !

De la même manière, le rôle du président de l'assemblée de la Polynésie est d'aller rencontrer les représentants des États indépendants du Pacifique comme ce fut le cas, le mois dernier, à Tonga pour échanger, partager sur ces mêmes problématiques environnementales, géopolitiques et sécuritaires. Mais au fait, Madame la représentante, vous le savez mieux que moi, vous qui avez voyagé aux frais de l'assemblée, pour vous rendre à Tonga et y rencontrer les mêmes États indépendants du Pacifique qui, eux, ont parachevé depuis longtemps leur processus de décolonisation et siègent à l'ONU.

Je crois, Madame la représentante, que vous souffrez également d'une autre affection. Elle porte un nom : « monomanie », Madame la représentante ! J'ai bien peur que vous soyez monomaniacale. En effet, je crois déceler dans vos propos un caractère obsessionnel. Vous avez des idées fixes, une obsession pour les sujets particuliers autour desquels vous mobilisez toute votre énergie psychique.

Ce faisant, vous obérez le reste. Vous êtes obsédés par la tenue vestimentaire de notre Président — un détail au demeurant — ou encore par la grève de l'Office des postes et télécommunications. Mais à aucun moment vous n'avez l'honnêteté intellectuelle d'expliquer à celles et ceux qui nous écoutent dans quel état catastrophique le gouvernement déchu, que vous avez soutenu 10 ans durant, nous a laissé l'OPT : un OPT au bord de la faillite, des salariés démobilisés par vos errements passés, un nouvel immeuble dans l'avenue Prince Hinoi de 11 milliards F CFP, 11 milliards payés avec l'argent des Polynésiens. Onze milliards, Tepuaurarii, cela en fait des billets d'avion... !

Vous avez également, semble-t-il, une autre obsession, une autre idée fixe : la décolonisation. Madame la représentante, vous n'avez sans doute pas suffisamment lu le programme politique du Tavini huiiraatira sur lequel nos 38 représentants à l'assemblée ont été majoritairement élus en mai dernier.

Je vais tâcher de vous rafraîchir la mémoire. Page 20 du programme, intitulé « Respect mutuel entre l'État et le Pays. Point 3 « Mettre en œuvre pacifiquement le processus de décolonisation engagé depuis le 17 mai 2013, et engager les discussions avec la France et l'ONU pour des accords de décolonisation. » C'est écrit dans notre programme.

Ne vous en déplaise, c'est tout le sens du déplacement du Président du Pays et des élus du Tavini huiiraatira à New York : mettre en œuvre de manière pacifique et respectueuse le processus de décolonisation avec la France et l'ONU. C'est dans notre programme politique et nous nous y tenons.

Là encore, vous reprochez au Président de la Polynésie sa proximité avec l'actuel président de la République. Madame, vous confondez proximité avec subordination, respect avec soumission ! Respecter l'autre et exiger le respect de l'autre, ce n'est pas épouser les convictions de l'autre ! C'est le préalable à l'instauration de relations franches et de confiance mutuelle sans pour autant faire preuve de naïveté. C'est tout le sens de notre relation avec l'État français.

Enfin, et pour clore mon propos, je tenais à vous rassurer, Madame la représentante, en l'absence du Président, nos institutions fonctionnent : le Conseil des ministres que je préside fonctionne ; les ministres dévoués travaillent. Je veille chaque jour au grain et, s'il le faut, je n'hésiterai pas à sortir le fouet pour remettre les choses en ordre de marche !

Je vous remercie de votre attention. *(Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiiraatira.)*

Le président : Merci, Madame la vice-présidente.

Comme vous avez pu l'observer, on est accompagné d'un *timing* à rebours sur les écrans. Cela va nous permettre de nous discipliner un peu sur la durée de nos interventions conformément aux injonctions du règlement intérieur.

Je demande à Madame Pascale Haiti de poser sa question.

QUESTION ORALE DE MADAME PASCALE HAITI RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LA VIE CHERE

(Lettre n° 10175 SG du 26/09/2023)

M^{me} Pascale Haiti : Merci, Monsieur le président de l'assemblée.

Ma question est avant tout adressée à Monsieur Moetai Brotherson, Président de la Polynésie française.

Monsieur le président de l'assemblée, Monsieur le Président de la Polynésie française — absent —, Madame et Messieurs les ministres, chers collègues,

Comme je disais, ma question est adressée à Monsieur Moetai Brotherson, Président de la Polynésie française. Elle est relative à la lutte contre la vie chère.

Monsieur le Président, il est de coutume que le parti politique qui remporte l'élection et qui détient le pouvoir de décision, que cent jours après l'installation du Gouvernement notamment, son Président rend compte à la population lesquelles de ses promesses et de ses engagements électoraux, il a concrétisé en actions.

Pour les cent jours, il a choisi le 24 août 2023.

Avant tout : quelles sont ces promesses électorales faites par Moetai Brotherson ?

Nous relisons la profession de foi du Tavini huiraatira : *« L'indépendance évidemment, une société nouvelle, un changement, une majorité nouvelle, un nouveau Gouvernement. Pour y parvenir, il propose un nouveau mode de gouvernance — nous venons de le voir — soutenu par trois piliers : respecter, soutenir et bâtir, suivi d'un développement. »*

Monsieur Moetai Brotherson, pensez-vous que vous répondez ainsi à l'attente de la population ? Pensez-vous sincèrement que vous améliorerez leur condition de vie au quotidien ? Pensez-vous créer des emplois pour les 62 000 chômeurs en Polynésie ? Pensez-vous sortir cette grande majorité de la population de la pauvreté, voire la misère dans lesquelles ils vivent ?

Pendant toute la campagne électorale et même avant, vous n'avez pas cessé de critiquer, de traiter Édouard Fritch d'incompétent, de nul. Avec toutes vos promesses, pensez-vous faire mieux que lui ?

En toute bonne foi, répondez-nous, Monsieur le Président, détenez-vous les solutions à nos problèmes ? Êtes-vous plus compétent, plus travailleur que votre prédécesseur ? La réponse est non. C'est non ! Ce n'est pas en assistant à un match de rugby ou en faisant le tour de la France et en demandant à Pierre, Paul et à Jacques les solutions à nos problèmes.

Vous n'avez pas confiance en vous et en votre majorité.

En cent jours, vous n'avez rien conçu ! Ce fut un film bien préparé, une belle mise en scène. Mais concrètement, qu'avez-vous réalisé ? Rien. D'ailleurs, sur Polynésie 1^{ère}, vous avez déclaré : *« Pour l'instant, on se donne l'année 2024 pour mettre en place toutes les grandes réflexions et les concertations avec tous les acteurs sociaux et économiques. »*

Encore des grands discours et rien de concret !

En ce qui concerne la lutte contre la vie chère, la solution est ici, chez nous. Voici ce que je vous propose comme actions pour remédier à ce mal :

1. Créer un service des prix, proche de la direction de l'économie ;
2. Nommer un Monsieur prix qui doit être un homme ou une femme de valeur irréprochable intellectuellement et moralement ;
3. Former une bonne douzaine de contrôleurs des prix en plus ;
4. Ce dispositif prêt : un mois environ, bloquer les prix, notamment dans le secteur de l'alimentation et des produits de grande nécessité ;
5. Supprimer plusieurs taxes : la TVA sociale partiellement, certaines taxes douanières à l'importation ainsi que celles du Port autonome ;
6. À ce stade-là, les prix auront baissé, le Gouvernement doit montrer l'exemple ;
7. Ayant le prix de revient, débloquer les prix ;
8. Réunir les acteurs sociaux et économiques, les importateurs, grossistes, commerçants, afin de fixer avec eux les marges bénéficiaires de chaque catégorie de produits ;
9. Réaménager les prix en fonction de marges arrêtées ci-dessus ;
10. Mettre tous les contrôleurs sur le terrain afin d'aider les commerçants à fixer les prix définitifs.

Restent l'électricité et les hydrocarbures pour lesquels il faut revoir la structure de prix.

Un autre élément important est le fret maritime qui est devenu insupportable. Il faut négocier et si les compagnies maritimes refusent de baisser leur fret, prendre en location d'autres bateaux.

Monsieur le Président, alors vous réussirez, les prix baisseront. Si vous n'avez pas ce Monsieur Prix sous la main, je peux vous en proposer un. Sur lui repose l'opération, il ne faut pas se tromper sur votre choix.

Je vous remercie.

Le président : *Merci.*

Je demande au représentant du gouvernement d'apporter la réponse, Monsieur le ministre de l'économie et du budget.

M. Tevaiti-Ariipaea Pomare : Monsieur le président de l'assemblée, Madame la vice-présidente de la Polynésie, Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames, Messieurs les représentants, Mesdames, Messieurs les collaborateurs, Mesdames et Messieurs les spectateurs, téléspectateurs et auditeurs qui suivez nos débats, Mesdames et Messieurs, chers amis, *bonjour*.

Madame la représentante, chère Pascal Haiti, je vais au nom du Président de la Polynésie apporter toutes les réponses à vos questions.

Vous avez transmis une question relative à la lutte contre la vie chère. Tout d'abord, merci pour cette question ! J'accorde à titre personnel, comme les membres du gouvernement et également ceux de notre assemblée, beaucoup d'importance à ce sujet. Je dirais même que c'est la première de mes préoccupations ! J'insiste sur ce point chaque jour auprès de mes équipes.

Je vais vous apporter une réponse très simple. Oui, nous travaillons au quotidien pour répondre aux attentes de la population ! Pour preuve, plusieurs récentes publications de l'IEOM et de l'ISPF affirment d'une part, que l'indicateur de confiance des ménages est en nette hausse au troisième trimestre 2023 ; et d'autre part, elles constatent une baisse de l'inflation et une hausse des emplois au 2^e trimestre.

Oui ! Le programme politique du gouvernement répond aux attentes de la population ! Oui, nous comptons sincèrement améliorer les conditions de vie du peuple *polynésien* ! Oui, nous souhaitons construire les bases d'une société nouvelle fondées sur les trois piliers que vous citez : respecter, soutenir et bâtir.

Nous souhaitons rendre plus juste et plus équitable notre société, pour que chacun, chaque Polynésien trouve la place qui est la sienne dans notre pays et contribue à son développement.

Vous faites un constat alarmant : 62 000 chômeurs ! Une grande majorité de la population dans la pauvreté, en soulignant par ailleurs la misère dans laquelle elle vit. Voilà tout l'héritage que vous nous laissez. Très concrètement et pour répondre à vos questions, qu'avons-nous réalisé pour le pouvoir d'achat ?

Vous nous reprochez de n'avoir rien fait. Le bilan des premières actions du gouvernement en faveur de la lutte contre la vie chère est concret. Des mesures ont été prises et, parmi ces dernières, nous avons mis un terme à l'injuste taxe sociale de 1 %. Le calcul est simple.

Nous avons fait le choix de rendre plus de 9 milliards F CFP de pouvoir d'achat aux Polynésiens ! Selon l'ISPF, cette mesure devrait se traduire par une baisse de + 1,5 % sur chaque dépense que nos concitoyens feront au quotidien.

Nous avons aussi concrètement agi très vite pour bloquer les hausses programmées des tarifs de l'électricité. Hausses que le Président, ministre en charge de l'énergie avait convenu avec EDT/Engie.

Nous avons également fait bénéficier la population d'une baisse des prix à la pompe. Nous avons tout simplement rendu du pouvoir d'achat aux Polynésiens. Nous leur avons permis de respirer à nouveau !

Vous affirmez que, je reprends vos mots « *La solution est ici chez nous !* » Je ne sais pas si vous avez également soufflé vos solutions à l'ancien gouvernement à priori si vous l'avez fait, vous n'avez pas été entendu.

Il est bon de rappeler le contexte général pour pouvoir travailler sur les solutions plus pertinentes possibles au bénéfice de notre population et de notre pays.

Je tiens à vous rappeler que la flambée des prix est une problématique planétaire et que même les pays les plus développés peinent à trouver des solutions efficaces. Notre *pays* n'est pas épargné !

Quel est notre modèle économique aujourd'hui ? La Polynésie importe trop et produit peu. Notre pays subit des surcoûts liés à la fois à son éloignement et à la petitesse de son marché. Ces surcoûts sont amplifiés par l'éclatement du marché local sur plusieurs îles, dont la desserte par bateau coûte beaucoup plus chère que le transport terrestre. Le marché local pâtit d'un manque de concurrence et la tendance à la concentration de notre économie entre quelques mains est une réalité. L'État lui-même l'a constaté !

La fiscalité du pays qui pèse principalement sur les importations et la consommation impacte directement les prix à la hausse. Ce sont autant de handicaps qui expliquent ce lourd héritage que nous avons aujourd'hui, que vous nous avez aujourd'hui laissé. *Merci !*

La solution est-elle ici chez nous ? Si une solution suffisait à tout régler, cela se saurait ! Si cette solution était un homme ou une femme, un monsieur Prix ou une madame Prix, cela se saurait aussi !

Vous semblez connaître la bonne personne, pourquoi ne pas l'avoir proposée à l'ancien gouvernement ? Mais vous avez raison, les solutions sont bien ici chez nous. Il faut arriver à gommer notre dépendance aux marchés d'approvisionnement extérieurs, de manière à être moins vulnérable et plus résilient. En des mots plus simples, il faut qu'on importe moins et qu'on produise plus. Il faut développer notre autosuffisance, là où nous pouvons agir, notamment sur les plans alimentaire et énergétique, comme c'est inscrit dans le programme du Tavini huiiraatira.

Une autre clé, un autre outil sur lequel nous pouvons agir ici chez nous, c'est de soutenir le développement de la concurrence dans tous les secteurs d'activité. Nous avons tous pu constater le bénéfice pour les consommateurs de l'ouverture à la concurrence du secteur des communications depuis plus de 20 ans et plus récemment de celui du transport aérien interinsulaire. Il faut donc absolument que nous sortions des logiques de monopole et que nous anticipions les abus de positions dominantes en créant les conditions d'une concurrence saine.

Le gouvernement est déterminé à soutenir toute initiative incitant l'émergence et le développement de cette concurrence. Dès 2024, un observatoire des prix sera créé, et les moyens de l'Autorité polynésienne de la concurrence seront renforcés.

S'agissant de contrôle, vous reprochez au gouvernement de n'avoir rien fait, alors que chaque jour tous les contrôleurs de la Direction des affaires économiques sont mobilisés sur le terrain. Je salue ici leur travail ! Ils resteront mobilisés pour vérifier que les entreprises impactent bien à la baisse la suppression de la taxe sociale.

Vous sollicitez des embauches complémentaires, mais cela signifie plus de dépenses publiques, des coûts supplémentaires que les Polynésiens devront financer par l'impôt, alors même que vous proposez la suppression de certaines taxes.

Vous faites valoir des propositions diverses relatives au blocage des prix et des marges. Je vous rappelle que nous sommes dans un pays de liberté où la liberté du commerce et de l'industrie a tout son sens. Les interventions sur les prix ne doivent être que marginales et surtout justifiées par l'intérêt général. Le but n'est pas tant d'intervenir auprès des entreprises pour leur demander de bloquer leur marge, mais plutôt de les inciter à proposer des prix plus bas et de permettre à de nouveaux acteurs de pouvoir le faire aussi.

Je le redis avec force, le Pays soutiendra la concurrence !

Je terminerai avec la fiscalité. Une chose est sûre, elle devra être repensée pour faire baisser les prix et pour être plus juste et plus équitable. Compte tenu des besoins de financement de l'action publique, nous ne pouvons pas supprimer les taxes sans trouver les justes compensations. Cela se fera soit en réduisant le champ de l'action publique, soit en trouvant des sources alternatives de financement, soit en créant davantage de valeur ajoutée.

La réforme fiscale sur laquelle le gouvernement travaille aujourd'hui permettra de répartir plus équitablement le poids de chacune des fiscalités directes, indirectes et patrimoniales afin de garantir une contribution plus juste pour chaque Polynésien.

Merci. *Merci bien. (Applaudissement dans la salle.)*

Le président : Merci, Monsieur le ministre.

Je demande au gouvernement de bien vouloir transmettre vos interventions aux élus de l'assemblée après la séance.

EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES

RAPPORT N° 86-2023 RELATIF A UNE PROPOSITION DE RESOLUTION RELATIVE AU SOUTIEN DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE AU TRAITE SUR L'INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES

Présenté par M^{me} la représentante Hinamoeura Morgant-Cross

Le président : La séance de questions orales étant terminée, je vous propose de vous reporter aux rapports déclassés : en priorité, il s'agit du rapport n° 86-2023 relatif à une proposition de résolution relative au soutien de l'assemblée de la Polynésie française au traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Je vais demander à l'auteur du rapport de bien vouloir donner lecture de son rapport.

M^{me} Lana Tetuanui : Monsieur le président ?

Le président : Euh... Oui ?

M^{me} Lana Tetuanui : Rappel au règlement.

Le président : Vous avez la parole.

M^{me} Lana Tetuanui : Oui, merci Monsieur le président.

Madame la vice-présidente, Mesdames les ministres, Messieurs les ministres, à toutes et à tous, bien le bonjour en cette après-midi.

Monsieur le président, permettez-moi au nom de tous les élus du groupe Tapura huiraatira, à l'instant où nous avons entendu la réponse de la vice-présidente... Je pense que Madame Éliane Tevahitua, les mots que vous employés haut et fort à chaque fois, et surtout je vais revenir au *respect*. *Respect*, est-ce que vous vous entendez parler ? Nous sommes quand même des élus du peuple ! C'est inscrit dans le règlement intérieur de l'assemblée que nous avons le droit de poser des questions, mais non pas de subir des insultes venant de votre part !

J'ai tout entendu cet après-midi ! Schizophrénie, monomanie, soumission, mais vous vous prenez pour qui, Madame Éliane Tevahitua ? Avant d'aller balayer chez les voisins, balayez peut-être devant votre porte ! Parce que ça se sent, ça se voit qu'il n'y a pas d'entente chez vous ! Ayez au moins du respect pour les nouveaux élus, aussi bien de notre côté et de votre côté, qui n'étaient pas aux affaires du Pays ! Vous mettez tout le monde dans le même paquet !

Vous n'avez pas changé, ma chère amie, chère collègue, représentante ici à l'assemblée ! Vous n'avez pas changé ! J'aurais espéré qu'en occupant le poste de vice-présidente — le pire pour moi et en tant que femme, la sagesse aurait peut-être été de mise. Parce que, si l'on doit continuer à poser des questions et se faire insulter ici, cela ne sert à rien alors de poser des questions !

On a quand même le droit de savoir ce qui est productif pour la Polynésie avec autant de voyages qui ont été faits, à part publier sur *Facebook* que Monsieur le Président a perdu sa valise et ce qui est à l'intérieur ; à part publier sur *Facebook* que Monsieur le Président est en train de vendre un petit bout de sa piscine construite pendant la Covid. Mais ce n'est pas cela que la Polynésie attend de vous !

Il est impensable, Monsieur le président de l'assemblée, de continuer sur cette forme-là ! Je vous demande tout simplement, mais en toute modestie, apprenez à nous respecter, nous sommes aussi les élus du peuple. Merci.

Le président : *Merci* Madame la sénatrice.

Vous m'avez interpellé sur le règlement intérieur, je vous rappelle simplement que l'on ne peut pas autoriser la joute suite aux questions orales qui ont été répondues, mais je vous ai laissé parler parce que je pensais que vous alliez intervenir sur un point de l'ordre du jour.

Mais comme ce n'est pas le cas, je vais donc demander aux élus de l'assemblée de revenir à notre ordre du jour, en demandant à l'auteur de la résolution de bien vouloir exposer les motifs de ce projet de résolution qu'elle nous soumet.

M^{me} Hinamoeura Morgant-Cross : Merci, Monsieur le président.

Je vais essayer de ramener un peu de paix dans cet hémicycle avec cette proposition de résolution.

Mes chers collègues, bonjour !

La réalisation d'un monde exempt d'armes nucléaires est l'un des objectifs prioritaires de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en matière de désarmement, question déjà inscrite dans la première résolution de l'Assemblée générale du 24 janvier 1946 établissant la Commission de l'énergie atomique des Nations Unies qui avait notamment pour mandat de présenter des propositions en vue « *d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives* ».

Cette volonté de désarmement nucléaire général a été consacrée par la suite par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ouvert à la signature en 1968 et entré en vigueur en 1970, avec des signatures et des ratifications de la part de la quasi-totalité des États membres de l'ONU, auquel la France a adhéré en 1992. Ce Traité avait vocation à mettre fin à cette course du nucléaire dans laquelle les grandes puissances s'étaient engagées au détriment de la santé des populations et de l'environnement.

Dans la continuité de protéger notre monde des effets néfastes des armes nucléaires et afin de créer un instrument multilatéral juridiquement contraignant visant à les interdire en vue de leur élimination complète, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté à la majorité (de 122 États) le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires aussi appelé le TIAN le 7 juillet 2017. Ouvert à la signature à partir du 20 septembre 2017, il est entré en vigueur le 22 janvier 2021, soit 90 jours après sa ratification le 24 octobre par un 50^e État.

Notre territoire et notre population sont pleinement concernés par ce Traité au travers des articles 6 et 7. En effet, l'article 6 qui concerne l'assistance aux victimes et la remise en l'état de l'environnement dispose :

- au 1^{er} alinéa que « *Chaque État Partie fournit de manière suffisante aux personnes relevant de sa juridiction qui sont touchées par l'utilisation ou la mise à l'essai d'armes nucléaires, conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme applicables, une assistance prenant en considération l'âge et le sexe, sans discrimination, y compris des soins médicaux, une réadaptation et un soutien psychologique, ainsi qu'une insertion sociale et économique* » ;
- et au 2^e alinéa que « *Chaque État Partie, s'agissant des zones sous sa juridiction ou son contrôle contaminées par suite d'activités liées à la mise à l'essai ou à l'utilisation d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, prend les mesures nécessaires et appropriées en vue de la remise en état de l'environnement des zones ainsi contaminées* ».

L'article 7 quant à lui prévoit une coopération et une assistance internationales.

Aujourd'hui, il est très regrettable pour la Polynésie française, sa population et son environnement, que l'État français ne soit pas signataire de ce Traité et ne participe pas aux réunions des États parties au TIAN.

C'est pourquoi, à travers la présente proposition de résolution, nous nous devons impérativement, en tant que territoire qui a accueilli le centre d'expérimentation nucléaire français, en tant que population qui a été victime et qui est toujours victime des retombées nucléaires, de soutenir le TIAN et de demander solennellement au chef de l'État de bien vouloir : dans un premier temps, favoriser la participation de la France aux prochaines réunions des États Parties au TIAN en tant qu'État observateur ; et dans un second temps, œuvrer en faveur d'une adhésion de la France à cette nouvelle norme internationale.

Cette proposition de résolution a été examinée en commission, le 15 septembre 2023. Forte de symboles et conforme au programme du gouvernement, elle s'inscrit dans la droite ligne des récentes remémorations des tirs nucléaires faites par le gouvernement : celle du 2 juillet 2023, date d'anniversaire du premier tir nucléaire Aldébaran effectué en Polynésie française et celle du 7 août 2023, considérant la date du bombardement de la ville d'Hiroshima le 6 août 1945.

Il est utile également de rappeler que dans le bassin Pacifique, 10 états ont adhéré au TIAN ou l'ont ratifié (Fidji, les Îles Cook, Kiribati, Nauru, Niue, la Nouvelle-Zélande, Palau, Samoa, Tuvalu et les Vanuatu).

À l'issue des débats, la proposition de résolution relative au soutien de l'assemblée de la Polynésie française au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.

En conséquence, la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter la proposition de résolution.

Merci.

Monsieur le président si vous permettez, j'aimerais après avoir juste lu ce rapport, une minute de temps de parole si c'est possible ?

Le président : Vous utilisez là maintenant ?

M^{me} Hinamoeura Morgant-Cross : Oui, s'il vous plaît.

Le président : Allez-y !

M^{me} Hinamoeura Morgant-Cross : Merci.

Mes chers collègues, je voulais vous dire que c'est une proposition qui me tient énormément à cœur, en tant que militante anti-nucléaire. Je voulais vous parler un peu d'une anecdote : l'année dernière, en juin 2022, j'étais à la première réunion des états partis à ce Traité et, en fait, c'est lorsque j'avais eu 2 minutes 30 de temps de parole en tant que militante, alors que des politiques avaient 20 minutes de temps de parole devant cette assemblée internationale, que je me suis dit que j'allais me lancer dans la politique. C'est vraiment cela qui a été le déclic, parce que je me suis dit que je n'avais pas beaucoup d'outils à part ma parole en tant que militante et, peut-être qu'au travers de la politique, j'aurais beaucoup plus de moyens de mettre en place des projets pour continuer ce combat qui me tient à cœur pour notre peuple et j'espère de tout cœur que vous allez tous soutenir cette résolution, parce que je pense qu'il est temps de ne plus être divisés sur le sujet.

J'ai une pensée toute particulière d'ailleurs pour Monsieur le président Fritch, parce que dans ma vie, il y a des choses qui m'ont marqué et il y a bien une chose qui m'a vraiment bouleversée et où j'ai été très fière de lui, c'est quand dans cet hémicycle en 2018, il a osé déclarer qu'il avait menti pendant 30 ans et j'ai trouvé que c'était un acte véritablement courageux. C'était la première fois qu'un président autonomiste avouait que certains politiques avaient été les complices de l'État. Donc je tiens à le saluer aujourd'hui et à vous demander, mes chers collègues autonomistes et à notre majorité, de soutenir cette résolution à l'unanimité.

Merci.

Le président : Merci.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparties comme suit : le groupe Tavini huiraatira dispose de 36 minutes, le groupe Tapura huiraatira de 15 minutes et les non-inscrits de 9 minutes.

J'invite l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole.

M^{me} Lana Tetuanui : *Merci, Monsieur le président.*

Chers collègues,

Nous sommes saisis ce jour d'une proposition de résolution portée par la présidente de la commission législative des Institutions, chère Hinamoeura, traitant du sujet éminemment sérieux de l'interdiction des armes nucléaires dans le monde.

Dans le contexte actuel où chacun observe un regain de tensions entre les grandes puissances et qui malheureusement dépasse de loin le seul conflit ukrainien, nous ne pouvons que nous associer à cet élan pacifique pour que plus jamais personne ne puisse recourir un jour à cet instrument de destruction massive.

L'assemblée de la Polynésie française va donc naturellement apporter son total soutien au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, le TIAN, entré en vigueur le 22 janvier 2021. C'est tout à fait respectable de sa part et je ne doute pas un seul instant que le gouvernement actuel et sa majorité actuelle se rangent comme un seul homme derrière cette initiative en phase avec d'autres commémorations instituées il y a peu comme celles du 2 juillet et du 6 août derniers, en rapport avec le premier tir Aldébaran aux Tuamotu et le bombardement de Hiroshima.

Permettez-moi quand même au passage de regretter que vous n'ayez pas eu la même rigueur s'agissant de la décision récente, et non moins honteuse, du Japon de rejeter dans l'océan Pacifique les eaux contaminées provenant de l'usine de Fukushima. Seul le Tapura huiraatira a officiellement fait part de sa vive protestation sans que personne ne trouve à redire quoique ce soit dans ce que je considère comme étant un acte criminel porté contre les générations futures.

Ceci étant dit, au-delà de la constance dont vous faites preuve sur le sujet du nucléaire en général qui, il faut bien le reconnaître est le fond de commerce du Tavini huiraatira, surtout depuis l'arrêt définitif des expérimentations françaises en 1996, nous sommes toujours dans les symboles. Et je ne suis pas sûre —aussi puissant soit-il — que notre petite voix suffise à faire bouger les lignes auprès des puissants de ce monde...

Du coup, je m'interroge : quel intérêt pour la Polynésie française de rallier la cause des états parties au TIAN ? À plus forte lorsqu'on sait que sur les 122 signataires, seulement cinquante à ce jour ont ratifié le traité dont aucune des puissances nucléaires... À moins qu'il ne s'agisse ici de faciliter le déplacement d'un représentant de notre honorable institution à la deuxième réunion de ses membres prévue le 1^{er} décembre prochain au siège des Nations Unies...

Mais plus qu'un soutien de notre assemblée, l'objet de cette proposition de résolution est encore plus ambitieux puisqu'il vise également à convaincre le président de la République de revenir à de meilleurs sentiments vis-à-vis du TIAN. J'aurais tendance à vous dire : qui ne tente rien, n'a rien !

Maintenant, dans les recherches que j'ai pu faire comme vous sur le sujet, il ne vous aura pas échappé que d'autres initiatives en la matière ont échoué. Pour ne citer que la question écrite déposée en janvier 2021 par un de mes collègues sénateur socialiste, Joël Bigot, qui partait du constat que 67 % des Français interrogés dans un sondage IFOP se déclaraient favorables à ce que la France signe et ratifie le Traité d'interdiction des armes nucléaires.

Avec la réponse du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui s'en est suivie quelques mois plus tard, dont je retiens seulement quelques arguments suffisamment convaincants, à savoir « *que le TIAN est incompatible avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) qui constitue depuis 50 ans le pilier de la non-prolifération et du désarmement nucléaires* », et d'ajouter que celui-ci « *comporte de graves lacunes* » et en l'occurrence l'absence de « *régime de vérification* ».

Aussi, même sans adhérer au TIAN, j'ose espérer que la France en possession d'un peu moins de 300 têtes nucléaires à ce jour, soit toujours aussi soucieuse d'avancer vers l'objectif d'un monde sans armes nucléaires.

Pour rassurer, ma chère Hinamoeura, tout le groupe Tapura huiiraatira votera pour et avec les deux mains votre proposition de résolution.

Je vous remercie. (*Applaudissements dans la salle.*)

Le président : Merci.

Je cède la parole à l'intervenant des non-inscrits.

M^{me} Nicole Sanquer : Merci, Monsieur le président.

Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, cher public, chers internautes, *bonjour*.

Avant tout, nous souhaitons saluer le travail mené par notre rapporteure, notre chère Hinamoeura qui nous permet aujourd'hui d'examiner ce projet de résolution relative au soutien de notre assemblée au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires. En moins de 6 mois d'exercice de son mandat, cette nouvelle représentante met en œuvre les outils mise à la disposition des élus et utilise son droit d'initiative législative pour poursuivre son combat contre le fait nucléaire. Son vécu et son quotidien en tant que militante mais aussi victime des essais nucléaires justifie son engagement et sa lutte pour exiger réparation auprès de l'État français aux conséquences qu'ils ont induit.

Sur le sujet des réparations et au nom de la transparence, nous soutiendrons toute action afin que le peuple polynésien soit indemnisé à sa juste valeur.

En tant que député, j'ai pu participer activement à la reconnaissance des conséquences du nucléaire en Polynésie de plusieurs manières :

- en déposant des amendements chaque année lors de l'examen du projet de loi de finances demandant à l'État d'inscrire dans le programme des recherches prioritaires français les maladies transgénérationnelles du nucléaire ;
- en participant aux travaux parlementaires de la commission du suivi des essais nucléaires présidée par Madame Lana Tetuanui ;
- en soutenant la proposition de loi du député Brotherson.

Le sujet de la réparation doit nous unir devant l'État et nos revendications doivent concerner uniquement l'intérêt de notre population. Ce débat doit être dépolitisé et la notion d'autonomistes et indépendantistes n'a pas sa place dans ce débat fondamental pour notre pays.

La proposition de résolution soumise à notre examen ce jour demande solennellement à Monsieur le président de la République de bien vouloir : dans un premier temps, favoriser *la participation de la France* aux prochaines réunions des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) en tant qu'État observateur ; et dans un second temps, d'œuvrer en faveur *d'une adhésion de la France* à cette nouvelle norme internationale.

Au-delà du fait que nous considérons que cette proposition de résolution s'inscrit au-delà de nos prérogatives fixées par notre statut, nous ne débattons pas sur le fond du traité car nous le savons tous, la politique de sécurité et de défense de la France, tout comme celle de l'Alliance atlantique et d'autres partenaires proches, repose sur la dissuasion nucléaire qui vise à se protéger de toute agression d'origine étatique contre ses intérêts vitaux, d'où qu'elle vienne, et quelle qu'en soit la forme, et de prévenir la guerre. Elle est strictement défensive, limitée aux seules circonstances extrêmes de légitime défense, et repose sur le principe de stricte suffisance.

Le Traité d'interdiction des armes nucléaires est un traité international qui établit que l'emploi d'armes nucléaires est contraire aux règles du droit international, il interdit l'emploi, la menace d'emploi, la fabrication, le stockage, l'acquisition, la possession, le déploiement et le transfert et la mise à l'essai d'armes nucléaires.

On retiendra la déclaration du président de la France qui veut rester pleinement mobilisé en faveur d'une solution diplomatique aux crises de prolifération nucléaires qui constitue une menace grave pour la paix ou la sécurité internationale.

Même si nous pensons que le soutien de la Polynésie française à l'adhésion de la France à ce traité ne permettra pas de conduire à la réparation des essais nucléaires, nous soutiendrons l'initiative législative de Madame la rapporteure Hinamoeura Cross-Morgant.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

J'invite l'intervenant du groupe Tavini huiiraatira à prendre la parole.

M^{me} Odette Homai : Monsieur le président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes et cher public, *bonjour à toutes et à tous*.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour examiner un rapport relatif à une proposition de soutien de l'assemblée de la Polynésie française au traité de l'interdiction des armes nucléaires (TIAN).

Chers élus, l'examen de ce texte requiert toute notre attention puisqu'il convient de rappeler que notre combat idéologique peut montrer le chemin pour surmonter d'anciens conflits et prouver que le pouvoir moral est plus important que n'importe quelle arme.

Neuf pays sont actuellement dotés de l'arme nucléaire. Les cinq puissances nucléaires de la guerre froide, la Russie, les États-Unis, la Chine, le Royaume Uni et la France, seul pays de l'Union européenne à être une puissance nucléaire aujourd'hui.

Trois états ont ouvertement reconnu l'avoir développé depuis la fin de la guerre froide, le Pakistan, l'Inde et la Corée du nord. La Russie et les États-Unis possèdent 90 % de l'arsenal nucléaire mondial. Protagonistes de la course aux armements, chacun possède environ 4 000 charges nucléaires opérationnelles.

Dans une de ses interventions à un sommet avec l'Union européenne le 5 avril 2009, intervention consacrée à la lutte contre la prolifération nucléaire dans le monde, le Président Barack Obama s'est engagé pour un monde sans arme nucléaire. Je cite « *Je m'engage à faire le maximum pour réduire l'arsenal nucléaire des États-Unis et appelle les autres puissances nucléaires à faire de même. Un monde sans arme atomique cela n'arrivera peut-être pas de mon vivant, mais il faut ignorer les voix qui disent que le monde ne peut pas changer.* » Fin de citation.

Nous sommes ici aujourd'hui parce qu'il y a eu assez de gens pour ignorer les voix qui leur disent que le monde ne pourrait pas changer. Que la quête simple et légitime de liberté et de perspective d'avenir s'appuyait sur le pouvoir des armes nucléaires pour écraser la volonté du peuple.

Bien nombreux sont ceux qui se sont manifestés pour réclamer les droits humains fondamentaux qu'ils leur avaient été refusés depuis bien trop longtemps.

La déclaration de presse des représentants permanents auprès des États-Unis à la suite de l'adoption du Traité d'interdiction des armes nucléaires à New York le 7 juillet 2017, la France déclare, je cite « *Nous n'avons pas l'intention de signer, de ratifier ou de devenir partis à ce traité. Par conséquent, il n'y aura pas de changement dans les obligations juridiques de nos pays en ce qui concerne les armes nucléaires. À cet égard, nous réitérons nos engagements au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et réaffirmons notre détermination à préserver et à continuer de promouvoir son autorité, son universalité et son efficacité.* » Fin de citation.

Chers collègues, notre assemblée ne peut plus rester immobile. Aucun défi ne peut être résolu de manière simple et rapide, mais chacun d'eux exigent : que nous travaillions ensemble ; que nous nous concentrons sur nos intérêts communs et non sur nos différences occasionnelles ; que nous réaffirmons les valeurs que nous partageons ; que nous devons entretenir des relations constructives sur des questions essentielles qui nous préoccupent au plus haut point.

Nous sommes tous concernés ! Une arme nucléaire qui exploserait dans une ville, qu'il s'agisse de Moscou, de Tokyo ou de Paris, pourrait causer la mort de centaines de milliers de gens. Et quel que soit le lieu, les conséquences sur notre sécurité, notre pays, notre économie et en définitive notre survie serait sans fin au niveau mondial. Nous devons donc nous dresser ensemble et affirmer clairement nos engagements à rechercher la paix et la sécurité dans un monde sans arme nucléaire.

Les mots doivent avoir un sens. Nous avons le droit de nous rassembler pour empêcher la prolifération de ces armes. Notre destinée sera ce que nous en ferons aujourd'hui. Nous avons la responsabilité de laisser une *Mā'ohi Nui* (ndt, *Polynésie française*) prospère, un pays en paix et en sécurité pour nos générations futures.

Tel est l'appel aujourd'hui, mes chers collègues composant notre assemblée, de permettre l'adoption favorable et unanime de la proposition de soutien de l'assemblée de la Polynésie française au Traité de l'interdiction des armes nucléaires qui nous est présenté.

Je vous remercie pour votre attention.

Merci, que l'amour règne ! (Applaudissements dans la salle.)

M^{me} Hinamoeura Morgant-Cross : Monsieur le président ?

Le président : Merci pour votre intervention.

Je pense que le gouvernement souhaiterait rajouter quelque chose...

S'il n'y a pas d'interventions du côté du gouvernement, je vous informe que pour l'examen de cette proposition de résolution, on ne va pas procéder à la lecture de la résolution, mais on va seulement ouvrir la discussion. Donc ceux qui veulent prendre la parole, vous la prenez, et une fois que je clos le débat, à ce moment-là je passe à l'adoption de la résolution.

Hinamoeura.

M^{me} Hinamoeura Morgant-Cross : Merci, Monsieur le président.

Je voudrais remercier mes trois collègues, Odette, Nicole, Lana. J'ai été très touchée par vos discours et je vous remercie infiniment.

Je voudrais répondre à Lana — qui est sortie, mais vous allez lui transmettre —, effectivement, que je compte aller à la deuxième réunion des États partis, mais — là c'est pour les *Cancans de Mahoi Nui* — à aucun moment je n'allais faire payer cela par l'assemblée. J'ai déjà mon billet,

tout est déjà payé, je suis invitée par une ONG internationale qui s'appelle ICAN France donc merci de ne pas me publier sur vos Facebook accusateurs contre les indépendantistes. Donc je serai bien présente, invitée par une ONG internationale et je vous annonce — j'ai appris la semaine dernière — qu'en tant que militante antinucléaire je vais recevoir le *Nuclear free future award* qui est l'équivalent des oscars du nucléaire et je vous annonce là parce que je pense que c'est quelque chose de très très très important pour le militantisme antinucléaire. Donc pour ceux qui veulent, c'est le 28 novembre à New-York. (*Applaudissements dans la salle.*)

Le président : Merci. Est-ce qu'il y a d'autres intervenants qui veulent prendre la parole sur la résolution ? S'il n'y a personne, je vais mettre aux voix le projet de résolution.

On passe au vote. Qui est pour ?... Pardon ! Ah, Monsieur Temaru.

M. Oscar, Manutahi Temaru : *Je peux m'exprimer ? Mes salutations à toutes et à tous.*

Quand j'entends tout cela, je me pose des questions. On parle d'essai nucléaire, on parle des victimes... Il y a eu des milliers de morts !

Monsieur Macron a parlé de la colonisation qui est un crime contre l'humanité. Pourquoi on ne va pas jusqu'au fond des choses ? Ce sont des actes criminels ! On ne s'est pas posé des questions pour savoir qui est responsable ou quoi ! Par amour pour notre pays, on s'est levé, on est allé en prison pour ça ! Par amour pour notre pays, on a organisé des manifestations partout dans le monde. Ce sont tous de grands responsables. Vous savez, cette planète terre a été dirigée par des fous pendant des années, qu'ils soient américains, chinois ou autre. Investir autant d'argent, des milliards de dollars dans une arme qu'on ne pourra jamais utiliser — jamais parce que ce sera la fin du monde et dire que si on utilisait cette arme à Moscou, jamais, on ne pourra jamais l'utiliser — alors qu'il y a des millions, des milliards de pauvres qui vivent sur cette planète sans rien, sans eau, sans toiture. Ce n'est pas possible, ça ! Je trouve que c'est un peu mitigé tout ça.

Ce n'est pas parce que nous sommes un petit pays. Vous savez, quand on a confiance en ce qu'on fait on peut soulever des montagnes ! Combien de manifestations nous avons tenues ici à Tahiti ? J'ai entendu des propos, hier soir — je ne sais pas si vous avez suivi le film —, qu'un jour on saura la vérité. Jamais on ne saura la vérité ! Jamais ! Parce que, les responsables de l'armée ont pris soin de camoufler tout ce qu'on devait camoufler !

Nous avons invité en 1984 des scientifiques japonais, les meilleurs d'Hiroshima et de Nagasaki à venir ici avec nous faire une étude épidémiologique dans notre pays et pour pouvoir le faire, pour pouvoir faire une étude sérieuse, ils avaient besoin des statistiques. Or, à partir de 1966, tout a disparu et, cela, on l'a su en 1984. Comment faire une étude sérieuse quand il n'y a plus les statistiques ? Je n'ai pas hésité une seule seconde de déposer plainte contre Monsieur Macron, Mitterrand, Chirac ou De Gaulle pour crime contre l'humanité ! Ce sont des criminels ! Il faut dire les choses comme elles sont ! Et c'est pour cela d'ailleurs que je n'ai pas eu de soutien lorsque j'étais candidat aux élections présidentielles en France.

Voilà, la radioactivité sera toujours là. Ce sont encore nos futures générations, nos enfants qui vont en pâtir pendant des milliers d'années, la durée de vie de la radioactivité.

Merci de votre attention.

Juste pour vous dire que vous êtes en droit de savoir où est le Président, mais nous sommes à l'époque des nouvelles technologies ! Le Président peut aller dans la lune et être à la seconde près dans tous les ministères de notre pays ! Ce n'est plus justifié aujourd'hui d'être présent ! À une certaine époque, oui. Avec les nouvelles technologies, oh là là ! Il peut être...sur Mars et suivre tout ce qui se passe à la seconde près, partout dans notre pays.

Merci pour nos interventions. Courage à nous !

Le président : *Voilà. Merci bien.*

Y a-t-il d'autres interventions ? Je sou mets au vote. Qui est pour ?... À l'unanimité. Merci. Donc la résolution est adoptée.

Je vous propose de nous reporter au deuxième point inscrit à l'ordre du jour. Il s'agit du rapport n° 87-2023 relatif à un projet de délibération relative à la modification n° 5 des budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'année 2023.

M^{me} Lana Tetuanui : Président !

Le président : Oui.

M^{me} Lana Tetuanui : Est-ce que je pourrais demander à revenir sur le vote ? Surtout que j'ai réussi à convaincre tout le groupe Tapura à voter unanimement, je veux que vous fassiez repasser le vote. Merci.

Le président : Pourquoi, il n'y a pas eu le vote unanime ? Il y a des élus qui souhaitent ne plus voter pour ? Vous ? Bon, je remets aux voix le vote alors.

Oui, Madame Tepuaurarii. (**M^{me} Tepuaurarii Teriitahi, hors micro :** On vote.)

On vote ? Qui est pour ? À l'unanimité. Très bien.

RAPPORT N° 87-2023 RELATIF A UN PROJET DE DELIBERATION RELATIVE A LA MODIFICATION N° 5 DES BUDGETS DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE POUR L'ANNEE 2023

Présenté par M^{me} la représentante Élise Vanaa

Le président : Je vous propose de revenir au deuxième point inscrit à notre ordre du jour, à savoir la délibération relative au projet de modification n° 5 des budgets des comptes d'affectation spéciale.

Je demande au gouvernement d'exposer l'économie générale de ce rapport, si vous voulez le faire. Sinon, je peux demander au rapporteur d'intervenir directement. Très bien.

Je demande à Madame la rapporteure, Élise Vanaa — je crois que c'est elle qui porte le dossier — de bien vouloir faire la présentation du rapport.

M^{me} Élise Vanaa : Merci, Monsieur le président de l'assemblée. Messieurs et Mesdames les ministres, Messieurs et Mesdames les représentants, cher public, *bonjour*.

Le présent projet de délibération a été transmis aux fins d'examen par notre assemblée par lettre n° 6599/PR du 13 septembre 2023.

Ce cinquième projet de collectif des budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'année 2023 procède à l'ajustement de certains montants de la section de fonctionnement du fonds de la protection sociale universelle (FPSU).

Celui-ci est abondé de près de 1,217 milliards F CFP, financés par une augmentation en recette de la Contribution de solidarité territoriale (CST), afin de : couvrir les besoins complémentaires identifiés au titre du fonds d'action sociale du RSPF et du RGS, à hauteur de 620 millions F CFP ; et reverser au centre national des soins à l'étranger (CNSE) la somme de 597 millions F CFP, correspondant à la réduction forfaitaire des factures établies jusqu'en 2018 par le Centre hospitalier de la Polynésie.

Examinée en commission, le 21 septembre 2023, ce projet de texte a suscité des échanges ayant porté sur : les recettes de la CST qui, au 31 août 2023, s'élevaient à 15 milliards F CFP, avec une projection de recettes sur douze mois à plus de 22 milliards F CFP ; et sur l'enveloppe globale du RSPF, abondée à plus de 700 millions F CFP, qui atteint son niveau budgétaire habituel des années précédentes.

À l'issue des débats, le projet de délibération a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, j'invite notre assemblée, Mesdames et Messieurs les représentants, à adopter le projet de délibération ci-joint.

Merci de votre attention.

Le président : Merci. Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparti comme suit : 36 minutes pour le groupe Tavini huiraatira, 15 minutes pour le Tapura huiraatira, et 9 minutes pour les non-inscrits.

J'invite l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole. Sinon, je vais demander au groupe des non-inscrits, si vous êtes prêts, à prendre la parole.

Vous avez la parole.

M. Nuihau Laurey : Merci. Excusez-moi, Monsieur le président. Mesdames les ministres, Monsieur le ministre, mes chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse et du public qui nous suit à distance.

C'est le second collectif budgétaire que nous sommes amenés à examiner au sein de cette séance. C'est vrai que c'est un collectif budgétaire qui porte sur un montant beaucoup moindre que celui que nous avons examiné il y a un peu plus d'un mois. C'était 17 milliards F CFP il y a un mois, et aujourd'hui c'est à peu près 1,2 milliard F CFP. Ce sont des ajustements, finalement, techniques qui sont proposés pour permettre le financement d'un certain nombre d'actions sociales dans le cadre du FAS, les différents régimes, et donc, sur ces points, nous n'avons aucune opposition à formuler.

Par contre, ce second collectif pointe du doigt aussi cette décision récente de suppression de la taxe sociale que nous avons soutenue, qui était nécessaire parce que nous avons considéré à l'époque que cette taxe ne permettait pas de résoudre les problématiques de la protection sociale généralisée, mais nous avons toujours indiqué que cette suppression devait être accompagnée de mesures de réformes profondes qui devaient se mettre en place de manière concomitante avec la suppression de cette taxe. Et finalement, on a vu dans le cadre du premier collectif budgétaire que cette suppression, qui va être actée à partir du week-end prochain, commence déjà à nécessiter que le Pays mette de plus en plus d'argent pour financer ce manque à gagner.

Le ministre l'a indiqué dans son intervention que ce sont 9 milliards F CFP qui sont supprimés finalement de l'équilibre de la PSG. Et sur ce point, en fin de compte, dans toutes les questions que nous avons posées en commission et en séance, aucune réponse précise nous a été apportée sur les grandes lignes de cette réforme, sur les mesures à adopter. On sait tous qu'elles doivent être courageuses. Le ministre, à l'époque en commission, nous a indiqué qu'il n'avait pas de baguette magique. Personne n'a de baguette magique ! On est là pour proposer des solutions. Et finalement, je trouve que ce second collectif met encore plus le doigt sur l'urgence de mettre en place ces mesures.

Je le dis en plus aujourd'hui, on vient d'apprendre que l'État vient de mettre en place un financement exceptionnel pour la Nouvelle-Calédonie de 37 millions F CFP d'euros pour permettre à cette collectivité finalement de régler un certain nombre de dépenses sociales puisque leur système de protection sociale est aujourd'hui en cessation de paiement et permettre à cette collectivité qui nous ressemble beaucoup finalement de dépasser les difficultés budgétaires auxquelles elle est confrontée. Alors, j'espère que ceci n'est pas prémonitoire. Et c'est pour cela, encore une fois — et je le

ferai à chaque séance et lors de chaque commission —, que je souhaite que le gouvernement nous présente, peut-être pas le détail de ces réformes, mais les grandes lignes, les axes directeurs.

Je rappelle que, lorsque la Protection sociale a été unifiée en 1995, il y avait cinq actifs pour financer un retraité. Aujourd'hui, dans les évaluations qui sont faites par le conseil d'orientation des retraites et la CPS, on nous indique qu'en 2025, ce sera un seul actif qui devra financer un retraité ! Ce système n'est pas soutenable ! Ce système n'est pas soutenable dans le cas d'un régime qui est fondé exclusivement sur la répartition ! D'où les questions que nous posons en commission, en séance : quels sont les objectifs, quelle est la vision du gouvernement sur ce point ?

Et en matière d'assurance maladie, là aussi, on sait bien que ce n'est pas une taxe nouvelle qui va permettre de régler des problèmes qui relèvent de la politique de santé publique. C'est pour cela que nous insistons ! Et comme ma collègue Lana Tetuanui l'a indiqué aussi dans son intervention, on est là pour poser des questions, qu'elles plaisent ou qu'elles ne plaisent pas ! Et je pense qu'on fait bien notre travail si on pose des questions qui ne plaisent pas ! Sur ce point, je pense qu'on a tous intérêt à mettre en place le plus rapidement possible ces mesures. Est-ce qu'on doit pour cela lancer de nouvelles concertations, de nouvelles discussions avec les acteurs économiques, les acteurs sociaux ? Cela fait des années que l'on tient ces discussions. Quand on prend connaissance des rapports qui sont formulés par le comité d'orientation des retraites, quand on lit tous les rapports qui ont été formulés notamment par la CTC, on voit qu'il y a, effectivement, des pistes à explorer. On attend juste que le gouvernement nous dise lesquels et selon quel calendrier.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

J'invite l'intervenant du Tapura huiraatira à prendre la parole.

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Oui. Merci, Monsieur le président et je suis désolée de ne pas avoir été là lorsque vous m'avez appelé pour l'intervention.

Le gouvernement soumet à notre approbation un nouveau collectif — le cinquième pour l'exercice budgétaire 2023 — concernant les comptes d'affectation spéciale et en particulier, celui du Fonds de la protection sociale universelle, le FPSU.

Aussi technique soit cet ajustement de crédits, somme toute minime, de l'ordre de 1,217 milliards F CFP, il n'en révèle pas moins un joli cafouillage — de votre aveu même — pour ne pas dire un manque de communication entre les services instructeurs et le ministère de tutelle.

De ce que nous avons compris, en effet, c'est que le besoin budgétaire avait déjà été identifié avant l'adoption du collectif n° 4, le 1^{er} août dernier, mais que pour des raisons que l'on ignore, la somme n'a pas été inscrite à temps. Mais bon, passons sur cette erreur de jeunesse gouvernementale...

S'agissant tout d'abord des 620 millions F CFP qui doivent être alloués aux fonds d'action sociale du régime de solidarité (le RSPF) et du régime général des salariés (RGS), ils apparaissent indispensables pour éviter toute rupture des aides diverses d'ici à la fin de l'année. Pour autant, et c'est important de le signaler pour la bonne compréhension de tous, cet abondement budgétaire ne traduit pas une explosion des besoins, ceux-ci étant constants d'une année sur l'autre. Et, je pense que ce qu'il faut aussi préciser, je suis allée regarder dans les différents budgets des quatre dernières années puisqu'en commission on nous avait dit que c'est 3 milliards F CFP pour le FAS et qu'on ne sait pas pourquoi on a mis 2,4 milliards F CFP, mais c'est la pratique budgétaire habituelle apparemment puisqu'on ne met jamais le montant complet. On fait toujours un collectif qui vient compléter et donc c'est pour cela qu'on est là aujourd'hui pour compléter ces besoins.

Pour ce qui est ensuite du reversement opéré en faveur du Centre national des soins à l'étranger qui est là à hauteur de 597 millions F CFP, donc cette régularisation s'imposait ! En revanche, permettez-moi de contester l'idée, trop souvent répandue — et je l'ai dit en commission —, selon laquelle vous hériteriez d'une patate chaude laissée par vos prédécesseurs...Ce qui est faux et vous l'avez même reconnu en commission législative, malgré la rétention d'information de vos collaborateurs. En réalité, le Pays ne fait ici qu'honorer une dette que le CHPF s'était engagé à payer, somme qui a finalement été avancée par la CPS. Ainsi, le dossier est définitivement soldé.

Au final, cette dépense de 1,217 milliards F CFP va être intégralement financée par le produit de la Contribution de solidarité territoriale (CST) dont le rendement atteint un niveau plus que satisfaisant. Il faut dire que vous avez hérité — et là c'est le cas de le dire —, cette fois-ci, c'est le terme qui convient, d'une situation économique plus que favorable, notamment en termes de création d'emplois salariés qui sont autant de nouveaux contributeurs à la CST. Au 31 août dernier, selon les informations que vous avez bien voulues nous communiquer, la CST aurait déjà rapporté près de 17 milliards F CFP et vous en escomptez plus de 22 milliards F CFP d'ici à la fin de l'année. Ce qui, vous en conviendrez, laisse quelques marges de manœuvre quand même puisqu'outre les 1,2 milliard F CFP qu'on utilise pour le présent collectif, il resterait donc 3 milliards F CFP qui seraient disponibles.

Donc, cette marge confortable qui aurait pu être mise à contribution en partie au moins — je n'ai pas dit qu'il fallait utiliser les 3 milliards F CFP — à travers des actions concrètes pour venir en aide aux plus démunis qui sont toujours autant frappés par l'inflation, si ce n'est plus, qui perdure sur les produits alimentaires. Il ne faut pas compter sur la disparition de la fameuse CPS de 1 % pour voir les prix baisser dans les magasins. Tout le monde s'accorde sur cela.

Vous aviez fait de la lutte contre la vie chère votre cheval de bataille pendant la campagne électorale, mais il faut bien constater aujourd'hui qu'aucune mesure concrète n'a été prise depuis que vous êtes au pouvoir. Malgré ce que vous avez esquissé tout à l'heure, il n'y a pas vraiment grand-chose de concret.

Tout juste, le Président du Pays nous a affirmé qu'il avait rencontré des dirigeants de la grande distribution en France pour échanger sur leurs méthodes pour lutter contre la cherté de la vie. Il faut être un peu sérieux, ces enseignes, sont comme celles de Tahiti, répercutent sur leur clientèle les effets de la hausse des prix.

Tout ce que nous pouvons retenir, finalement, c'est la baisse du prix des carburants à la pompe de 5 % depuis le 1^{er} août — vous l'avez dit et c'est vrai —, et le cadeau, le beau cadeau de plus d'un milliard qui a été fait à l'EDT — et je pense que vous devrez faire une rallonge, les 1 milliard ne suffiront pas — pour éviter l'augmentation du prix de l'électricité.

La bonne question c'est : comment ferez-vous pour endiguer la hausse des prix du carburant qui frappe dangereusement aux portes du fenua ? On l'entend tous dans l'actualité. On voit ce qui se passe en métropole donc comment l'on va faire pour endiguer cela ? Comment garantir l'équilibre du fonds de régulation des prix des hydrocarbures ? Le fameux FRPH fortement impacté depuis quelques mois par la nouvelle envolée des cours mondiaux du prix du pétrole.

Monsieur le ministre, pouvez-vous aujourd'hui nous assurer qu'aucune autre modification des budgets des comptes d'affectation spéciale ne sera présentée devant l'assemblée d'ici à la fin de l'année ?

Merci.

Je vous remercie d'avoir bien voulu m'accorder votre attention, malgré ma pathologie psychiatrique sévère, ma schizophrénie et ma monomanie fraîchement diagnostiquées par notre vice-présidente, mais comme je souffre aussi d'autres maladies comme *la patience* et *la bonté*, je la remercie pour sa bienveillance.

Merci. (Applaudissements dans la salle.)

Le président : Merci.

On poursuit avec l'intervention du Tavini huiraaatira.

M. Cliff Loussan : Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie, président *fondateur* Oscar, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes et cher public, *bonjour*.

Nous sommes réunis aujourd'hui, en deuxième séance plénière de la session budgétaire, pour valider un projet de délibération visant à ajuster certains montants de la section fonctionnement du Fonds de la Protection Sociale Universelle (FPSU), créé pour financer la protection sociale, en *Mā'ohi Nui* (*ndt, Polynésie française*).

Pour rappel, le FPSU est financé par des impôts et taxes, notamment la Contribution de solidarité territoriale (CST) et la Contribution pour la solidarité (CPS), qui sera supprimée à partir du 1^{er} octobre 2023.

Il est utile de rappeler que la suppression de cette taxe sociale renforce la vision stratégique de notre gouvernement visant à promouvoir une fiscalité axée sur la productivité. Cette démarche est soutenue par nos entreprises locales, qui jouent un rôle essentiel dans la détermination du coût de la vie. D'ailleurs, un processus de réflexion participative a été engagé en collaboration avec ces entreprises.

Ce projet de délibération vient aussi confirmer la volonté de notre gouvernement de maintenir les règles du Fonds d'Action Sociale (FAS). Il présente les ajustements budgétaires précédents de 2023, notamment l'abondement du FPSU de plus de 700 mille F CFP et un versement du budget général de plus de 2,5 milliards F CFP pour compenser la perte de recettes due à la suppression de la CPS.

Ces ajustements serviront à couvrir les besoins du FAS, du Régime de Solidarité de la Polynésie française (RSPF) et du Régime Général des Salariés (RGS) d'un montant total de 620 millions F CFP.

Il convient donc de rappeler que ces fonds ont pour objectif de financer les charges techniques et les frais de gestion liés aux aides sociales et aux programmes d'action sociale. En conséquence, et comme il a été évoqué par notre rapporteure, les crédits alloués seront utilisés pour soutenir des initiatives telles que :

- les aides de première nécessité, comprenant des produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien ;
- les aides destinées à l'épanouissement de l'enfant, notamment sous forme de bourses, de financements de camps de vacances, de garderies, de cantines scolaires et d'hébergements en foyer ;
- les aides exceptionnelles visant à répondre à des situations particulières ;
- les actions collectives ayant un impact positif sur la communauté ;
- et le financement d'établissements socio-éducatifs et médicoéducatifs.

Nous observons donc également une régularisation au titre de la convention État-Pays sur la réduction forfaitaire des factures hospitalières, et un reversement de près de 600 millions F CFP au CNSE, le Centre national des soins à l'étranger. Ainsi, les ressortissants polynésiens hospitalisés en Hexagone bénéficient d'une baisse de tarif des soins désormais alignée sur les tarifs appliqués aux assurés sociaux métropolitains.

En outre, les régimes sociaux de plus de 1,2 milliard F CFP seront financés par une augmentation de recettes de la CST, portant son inscription budgétaire à 19 milliards F CFP au lieu de 18 milliards F CFP.

Lors de l'examen en commission, le 21 septembre dernier, il a été constaté que les recettes de la CST s'élevaient déjà à près de 16 milliards F CFP au 31 août, avec une projection de recettes sur 12 mois dépassant les 22 milliards F CFP. Les ajustements budgétaires proposés dans ce projet de délibération permettent de couvrir les dépenses supplémentaires de manière adéquate.

Grâce à un abondement de plus de 700 millions de francs CFP, le budget général du Régime de solidarité de la Polynésie française retrouve son niveau budgétaire habituel, atteignant environ 3 milliards de francs. Cela garantit le financement des aides sociales fournies par le Fonds d'action sociale.

Ce projet de délibération propose de maintenir une cohérence et une stabilité des règles du FAS, sans apporter de changements majeurs à son fonctionnement.

Lors de sa séance du jeudi 21 septembre 2023, la commission de l'économie, du budget, des finances et de la fonction publique, dont je fais partie, a voté favorablement à ce projet de délibération.

En conclusion, je vous invite, chers collègues représentants, à adopter unanimement ce projet de délibération relative à la modification n° 5 des budgets des comptes d'affectation spéciale pour l'année 2023.

Merci et que l'amour règne.

Le président : Merci pour votre intervention.

J'invite le gouvernement à répondre aux différentes interventions des élus.

M. Tevaiti-Ariipaea Pomare : Merci, Madame la rapporteure, pour cet exposé concis. Merci, Mesdames et Messieurs, pour vos interventions. Je remercie aussi l'ensemble des membres de la commission de l'économie et des finances qui ont voté à l'unanimité ce projet de texte.

Il s'agit effectivement de doter le Fonds de protection sociale universelle pour deux montants : un montant concernant le Fonds d'action sociale pour pouvoir financer les actions sociales et les aides de première nécessité pour les Polynésiens ; et le second concernait une régularisation de l'ordre de 790 millions F CFP suite à un accord Pays qui avait eu lieu avec le CNSE, le Centre national de soins à l'étranger, dans le principe de réciprocité tarifaire des prix pour les soins. Voilà.

Il est vrai que ce n'est pas l'impôt ou une taxation qui va venir résoudre nos problèmes sur la protection sociale généralisée. On l'a déjà annoncé. C'est pourquoi on a dit que, l'année prochaine, on mènerait tous ensemble — parce qu'on est tous dans le même bateau —... J'avais déjà souligné et c'était même Gaston Tong Sang qui avait souligné à la première commission de juin que cela faisait plus de 20 ans que l'on attendait une réforme de notre protection sociale généralisée, et donc il faudrait que tous ensemble, on y travaille au plus tôt.

Je me souviens que le gouvernement, celui de 2020, est arrivé et avait mis en place une *task force* sur la protection sociale généralisée qui était censée travailler sur la réforme structurelle de cette protection sociale pour la mettre en œuvre dès 2022. Donc moi, je ce que je retiens de cette *task force*, c'est qu'elle a supprimé le conseil d'orientation et de suivi des retraites qui pourtant avait, je pense, une bonne équipe de travail. Elle a mis en place aussi la taxe sociale de 1 % que l'on connaît. Mais, au-delà de ça, concrètement, je n'ai rien reçu de cette *task force* et je n'ai rien vu de plus concret sur cette réforme de protection sociale généralisée. Je ne sais pas si nos amis du Tapura ont pu récupérer l'ensemble de ces éléments de la *task force* pour qu'on puisse repartir sur les réflexions qui ont été faites pour ne pas, on va dire, refaire le film.

Et donc, je veillerai, avec notre ministre de la santé en charge de la protection sociale généralisée, à mettre en place, on va dire, des ateliers avec l'ensemble des acteurs pour qu'on se repenche sur le sujet, parce que le temps va vite passer. Si l'on se donne un an, il faudrait que l'on se donne tous les moyens, parce que nous voyons bien que la protection sociale est un coût. Aujourd'hui, la situation, on va dire, économique est favorable, donc on peut se permettre encore de compter sur une croissance économique l'an prochain, mais il faudrait que tous ensemble, nous travaillons sur ce sujet.

Concernant les comptes d'affectation spéciale, c'est le dernier collectif de l'année. Dans deux semaines, on déposera les dossiers relatifs au rapport d'orientations budgétaires. À la fin du mois, il y aura le débat sur les orientations budgétaires et les orientations stratégiques que le gouvernement aura retenu pour le budget 2024. Et en décembre 2023, nous serons là pour voter ce budget 2024.

Merci.

Le président : Merci, Monsieur le ministre.

Nous passons à l'examen de la délibération.

Article 1^{er}

Le président : La discussion est ouverte au titre de l'article 1^{er}, s'agissant du total des fonds de la protection sociale universelle équilibrée en fonctionnement en recettes à 1 216 658 711 F CFP et à l'identique au niveau des dépenses.

Qui intervient ? Madame Teura Iriti.

M^{me} Teura Iriti : *Merci bien, Monsieur le président, et bonjour. À toutes et à tous, bonjour.*

Merci pour cette aide ou cet abondement en faveur du FAS, qui vient apporter de l'aide à nos citoyens. Ceci étant, et Nuihau en parlait justement tout comme je l'avais déjà martelé lorsque l'on a voté cette taxe de 1% pour la CPS, l'on s'inquiète puisque l'on constate que ce 1 % sera supprimé à partir de ce 1^{er} octobre et que l'on vient abonder le FAS. Notre souci est : qu'en est-il de notre CPS ? En effet, nous n'avons pas cessé d'alarmer sur le fait qu'il fallait faire attention aux allocations familiales, allocations vieillesse pour lesquelles ce 1% avait été mis en place. Comme il avait été dit, la suppression n'est pas un problème. Par contre, cela ne doit pas aggraver sa situation. On nous annonce que l'on se penchera dessus l'année prochaine. J'espère vraiment que cette caisse ne sera pas en difficulté demain, car si c'est le cas, c'est notre population qui en pâtira.

Ensuite, vous dites, Monsieur le ministre, que la réflexion sur une réforme de la caisse de prévoyance n'a pas encore été initiée. Effectivement, le système qui date de 1995 est obsolète ! Aujourd'hui, il faut un système qui soit différent. Juste pour vous rappeler, notamment aux élus qui ont déjà siégé lors des précédentes mandatures, que ce travail a déjà été mis en route. La seule chose à faire, c'est de le prendre et de le mener à son terme. L'on ne doit pas repartir de zéro car le projet que nous avons élaboré répond aux besoins actuels. Voilà, c'était juste pour vous aider.

Merci bien.

Le président : *Merci. Y a-t-il d'autres interventions ?... Plus d'intervention ?*

Madame Lana Tetuanui.

M^{me} Lana Tetuanui : Merci, Monsieur le président.

Comme le ministre était absent lors de la commission, je lis dans l'exposé des motifs — et ça, je voulais poser cette question au ministre mais pas aux techniciens — que « les prévisions de recettes de CST s'élèvent au 31 août à 15 871 000 000 F CFP, avec une projection sur 12 mois à plus de 22 milliards F CFP ». Puisque vous avez décidé de retirer les 1 %, *quid* de la prévision de 22 milliards. Cela va rester à 22 milliards ? Pour moi, ma petite tête me dit que cela devrait diminuer. Je veux avoir la réponse du ministre.

Le président : *Merci. Y a-t-il d'autres interventions ? Je donne la parole au ministre.* Monsieur le ministre. 2-14-57

M. Tevaiti-Ariipaea Pomare : Concernant le montant de 22 milliards, il s'agit des projections pour la CST. Donc, la CST est maintenue et cela n'a rien à voir avec la taxe sociale des 1 %. Voilà. Il s'avère que le niveau d'emploi est favorable, donc l'atterrissage est meilleur, on va dire, de 4 milliards de francs. Voilà. Donc, cela n'a rien à voir avec notre taxe de 1 %. Ces fonds resteront bien sûr dans le FPSU, donc ils resteront dans ce compte affecté.

Pour rassurer notre amie Iriti, nous ne comptons pas partir d'une feuille blanche pour refaire la réforme de la protection sociale généralisée. C'est pour cela que je sollicitais l'ensemble des personnes, peut-être que vous avez participé à cette *task force*. Il faudrait qu'ensemble, on se réunisse à nouveau pour mettre en place les mesures qui peut-être ont déjà été retenues, mais qui n'ont pas été mises en place encore. Voilà. Donc, tout le monde est associé, on va dire, à la réflexion sur cette réforme.

Le président : Merci, Monsieur le ministre.

Nous passons au vote du total FPSU. Qui est pour ? (**M^{me} Jeanne Santini, hors micro :** « À l'unanimité ».) À l'unanimité.

Nous passons maintenant au vote de l'article 1^{er}. Qui est pour ? À l'unanimité. Merci.

Article 2

Mission 990

Le président : La discussion est ouverte sur l'article 2 et notamment au titre de la mission 990. Qui veut prendre la parole ?... Si personne ne veut prendre la parole, je mets aux voix l'article 2. Qui est pour ? Même vote ?... Même vote. Merci.

Article 3

Le président : On passe à l'article 3. Qui veut intervenir sur l'article 3 ?... Pas d'intervention. Je mets aux voix : même vote ?... Même vote, à l'unanimité.

Article 4

Mission 967

Le président : Je vous invite maintenant à intervenir sur l'article 4 s'il y a des intervenants, notamment au titre de la mission 967 « Travail et emploi » pour un montant de 455 658 711 F CFP. Pas d'intervention ?...

Mission 971

Le président : Donc, on poursuit avec la mission 971 « Vie sociale » pour un montant de 761 millions F CFP. Pas d'intervention.

Total

Le président : Total, donc pour 1 216 658 711 F CFP, toujours pas d'intervention.

Donc je mets aux voix l'ensemble de ces deux missions et l'article 4. Qui est pour ?... Unanimité, même vote. Merci.

Article 5

Le président : On passe à l'article 5. Je pense que là, nous sommes tous unanimes : même vote ?...*Merci.*

L'ensemble de la délibération : même vote, à l'unanimité. Merci.

RAPPORT N° 56-2023 RELATIF A UN PROJET DE DELIBERATION PORTANT APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2021 DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS ET AFFECTATION DE SON RESULTAT

RAPPORT N° 57-2023 RELATIF A UN PROJET DE DELIBERATION PORTANT APPROBATION DES COMPTES ANNUELS CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2021 DU GROUPE PUBLIC OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Présentés par M^{me} la représentante Vahinetua Tuahu

Le président : On poursuit notre ordre du jour avec le rapport n°56-2023 qui est groupé avec le rapport n°57-2023. Il s'agit des comptes financiers de l'OPT.

Nous poursuivons avec les deux dossiers groupés que je viens d'évoquer, il s'agit du rapport n°56-2023 relatif à un projet de délibération portant approbation des comptes annuels de l'exercice 2021 de l'établissement public OPT et l'affectation de son résultat, ainsi que le rapport n°57-2023 relatif à un projet de délibération portant approbation des comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 du groupe public OPT.

Je demande au gouvernement d'exposer l'économie générale du dossier.

M^{me} Vannina Crolas : *Monsieur le président, bonjour. Madame la secrétaire générale, Monsieur le président fondateur, bonjour. Chers élus du peuple, bonjour et recevez mes salutations et tout mon respect.*

Il s'agit effectivement de présenter les comptes de l'OPT de 2021, donc il y a deux ans déjà, presque deux ans. Des comptes qui ont été présentés et validés en conseil d'administration de l'OPT en juillet 2022, mais qui n'ont pas fait l'objet de présentation ni en commission ni en séance plénière avant qu'on arrive au pouvoir ; et donc, l'on rattrape un peu le retard.

L'OPT fait actuellement l'objet d'une forte médiatisation avec les tensions qui existent aujourd'hui, mais c'est une situation pour laquelle nous devons tous, à mon avis, apporter une grande attention parce qu'il s'agit de plus de 1 300 emplois qui sont en jeu. Là, actuellement, les négociations ont été suspendues avec les organisations syndicales.

Néanmoins, la situation est inquiétante puisque, déjà, comme vous le voyez dans les documents qui vous sont présentés — je ne vais pas paraphraser ce que nous rapportait notre représentante Vahinetua — le résultat de l'OPT est déficitaire, encore une fois, en 2021 à hauteur de 319 millions F CFP, qui vient en fait se cumuler au précédent déficit qui a commencé en 2019, en plein Covid, où l'OPT avait accusé un déficit de fonctionnement de 936 millions F CFP. Cela s'est amélioré en 2020 avec un excédent de 56 millions F CFP, puis cela s'est encore aggravé en 2021 à hauteur de 319 millions F CFP. Ce qui fait un cumul de déficit de 1,2 milliard F CFP à peu près depuis 2019 et sans les subventions du Pays puisque le Pays, depuis 2019, va accorder pour près de 3,6 milliards de subvention de fonctionnement. Si on enlevait les subventions du Pays, cela ferait un déficit cumulé depuis 2019 de près de 4,8 milliards. C'est la situation au 31 décembre 2021.

On ne peut malheureusement pas espérer une amélioration en 2022 puisqu'on n'a pas encore les comptes de 2022. Les comptes ne sont pas encore arrêtés, mais cela ne devrait pas tarder. Les comptes consolidés de 2022 devraient être présentés d'ici quelques semaines ou le mois prochain, mais c'est encore un déficit qui est annoncé. Donc, voilà la situation aujourd'hui de l'OPT.

Il nous faut donc engager de véritables discussions avec les dirigeants de l'OPT mais aussi avec les représentants des organisations syndicales pour que l'on puisse trouver ensemble des solutions de maîtrise des dépenses, mais surtout de développement du chiffre d'affaires. Et on compte notamment sur le développement de l'économie numérique telle que prévue dans notre programme pour permettre à l'OPT de rebondir.

Donc, voilà quelques précisions que je voulais vous apporter.

Je laisse donc la parole à Madame la représentante Vahinetua pour l'exposé des dossiers.

Merci.

Le président : Merci, Madame la ministre.

On demande à Vahinetua de bien vouloir présenter son rapport de présentation, tout en sachant que c'est un rapport groupé puisque la discussion générale confond les deux sujets.

M^{me} Vahinetua Tuahu : Merci, Madame la ministre. Merci, Monsieur le président de l'assemblée. Bonjour à tous.

Je vais faire la procédure simplifiée, c'est ça...

L'année 2021 a été marquée par la création d'une nouvelle filiale — la SAS MARARA Paiement — chargée d'exploiter l'activité des services financiers, ainsi que par la concrétisation du projet Natitua Sud reliant l'île de Tahiti aux îles de Rurutu et Tubuai par câble sous-marin à fibres optiques. Une filiale a également été créée par la société TNT pour le projet de ferme photovoltaïque.

En matière de gouvernance du groupe OPT, le conseil d'administration de l'OPT a décidé de procéder au remplacement des présidents en fonction dans les filiales ONATi et Fare Rata. L'OPT a ainsi été nommé président des deux entités, représenté par son PDG.

Concernant les projets immobiliers, il est à noter la reprise du projet d'immeuble à usage commercial et de bureaux pour le groupe OPT situé sur le terrain de la SCI Fare Hinoï et la poursuite des travaux de construction pour la filiale ONATi avec notamment la livraison d'un bâtiment dédié au département des cœurs de réseaux de la Direction exécutive télécom et multimédias.

Par ailleurs, une refonte du système d'information commercial a été envisagée afin de regrouper les différents produits et services commercialisés par ONATi de téléphonies fixe et mobile, d'internet fixe et d'audiovisuel. Dans ce cadre, le système d'information commercial dénommé « SI NOA » a été mis en production en 2021.

S'agissant de l'établissement public OPT, les produits de l'exercice s'élèvent à 5,37 milliards de francs répartis en 3,47 milliards de francs de produits d'exploitation, 1,63 milliard de francs en produits financiers et 281 millions de francs pour les produits exceptionnels.

Les charges atteignent 5,04 milliards de francs répartis en 3,6 milliards de francs de charges d'exploitation, 1,4 milliard de francs en charges financières, 7,9 millions de francs pour les charges exceptionnelles et 4 millions de francs d'impôts sur les bénéfices.

Le résultat de l'établissement public OPT s'établit par conséquent à 331 160 819 F CFP.

S'agissant du groupe public OPT, les produits de l'exercice s'élèvent à 27,03 milliards de francs répartis en 24,99 milliards de francs de produits d'exploitation, 128,43 millions de francs en produits financiers et 1,91 milliard de francs pour les produits exceptionnels.

Les charges atteignent 27,41 milliards de francs répartis en 25,9 milliards de francs de charges d'exploitation, 75,9 millions de francs en charges financières, près d'1,3 milliard de francs pour les charges exceptionnelles et 116 millions de francs d'impôts sur les bénéfices.

Considérant la quote-part des entreprises mises en équivalence et les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition, le résultat net consolidé du groupe public OPT est déficitaire à hauteur de 319 201 181 francs.

Examinés en commission le 10 juillet 2023 et suite à une présentation du groupe public OPT effectuée par son président-directeur général, les projets de délibération ont fait l'objet d'une discussion générale commune, qui a porté essentiellement sur : tout d'abord la nécessité de trouver des solutions pour réduire les charges et augmenter les recettes de l'OPT, étant précisé que dès janvier 2023, un plan de rigueur (pour les charges) et un plan de développement (pour les produits) ont été envisagés ; puis l'existence de contraintes relatives aux dessertes des îles éloignées notamment ; le déficit de la filiale SAS MARARA Paiement sur l'exercice 2022 se chiffre à - 477 millions F CFP ; la mise en œuvre également et le coût du système d'informations télécoms NOA ; la négociation en cours sur la mise place d'une nouvelle convention d'entreprise des SAS Fare Rata et ONATi, et sur une nouvelle convention d'établissement d'OPT.

Les deux projets de délibération ont recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission du logement, des affaires foncières, de l'économie numérique, de la communication et de l'artisanat propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter les projets de délibération ci-joints.

Merci bien.

Le président : Merci.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparties comme suit : 36 minutes pour le Tavini, 15 minutes pour le Tapura et 9 minutes pour les non-inscrits.

J'invite l'intervenant du groupe Tavini huiraaatira à prendre la parole.

M^{me} Elise Vanaa : Merci, Monsieur le président.

Chers collègues, aujourd'hui, il nous est soumis à notre approbation un projet de délibération des comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 du groupe public Office des postes et télécommunications (OPT).

Mais, avant que je m'exprime sur le projet de délibération du moment, sans vouloir refaire la commission, je voudrais vous faire part de mon opinion sur l'évolution de l'établissement sur ces dernières décennies.

En premier lieu, l'OPT est une institution au même titre que la CPS, l'OPH, un lien social très fort entre le *peuple* et l'établissement. Ce lien solide s'est converti en un lien affectif d'où la formule énoncée par notre *population* : OPT, *notre office des postes*.

Le logo du « *mārara (ndt, poisson volant)* » a été bien trouvé, on ne peut que féliciter les promoteurs d'une telle trouvaille. Le poisson volant (*te mārara*), symbole bien conçu pour photographier le lien entre les îliens de la Polynésie et l'OPT *notre office des postes*.

Mais, ce qui représente vraiment l'OPT, bien plus que le « *mārara (ndt, poisson volant)* », ce sont nos facteurs. Nos facteurs et non les facteurs, ils étaient les visages humains de l'établissement. Nos facteurs étaient omniprésents dans le quotidien de notre *population*, on les signalait de leur présence en criant : « *Voilà le facteur* ». Facteur a été « *mā'ohinisé (ndt, taillé à l'image de la Polynésie)* » affectivement par notre *population*.

Nos facteurs faisaient la connexion, d'une part, entre notre *peuple* et leurs *familles*, leurs amis qui vivent à l'extérieur du *pays* et, d'autre part, entre notre *population* et les administrations du *pays*. Leurs rôles étaient d'apporter les courriers. Souvent, c'étaient de bonnes nouvelles et notre facteur était remercié. Parfois, c'étaient de moins bonnes nouvelles, comme les factures à payer — alors là, notre facteur passait un mauvais quart

d'heure ! De temps à autre, notre facteur faisait l'interprète, le traducteur des courriers du fait qu'une partie de notre *population* ne savait pas lire le français et encore moins déchiffrer les factures ou faisait semblant de ne pas connaître les chiffres. Telle était la vie de nos facteurs. Nos facteurs faisaient leur travail avec professionnalisme et humanité. Mais travail est un terme inapproprié à leur égard. Besogne leur conviendrait plus. La définition que donne Larousse : besogne est une action par laquelle on fait une œuvre.

Nos facteurs étaient des artistes, des artistes bien de chez nous. Je pense que chacun de nous avons été tous témoins d'anecdotes sur tel ou tel facteur. Je lance un appel à notre ministre de la culture d'entreprendre l'écriture d'un livre sur l'Histoire de nos facteurs « *polynésiens* » en « *Mā'ohi Nui (ndt, Polynésie française)* ». L'urgence est de mise du fait que la récolte d'informations auprès des facteurs encore vivants et auprès de nos *personnes âgées* qui ont connu cette belle époque risque de s'amenuiser au fil des années.

Nos facteurs, comme dirait l'autre : « C'est tout un programme ».

Je profite de l'occasion qui m'est offerte de saluer l'ouvrage de nos facteurs *polynésiens* qui, dans leur grande majorité, ont rejoint nos ancêtres.

L'Histoire de l'OPT était également liée au bien-être de ses collaborateurs, de ses employés par la mise en place d'un programme de santé publique en créant des sections sportives au sein de l'établissement et en construisant un complexe sportif dédié à la pratique sportive pour tous.

Dans les années 80-90, Te Fare Rata avait deux sections sportives qui participaient aux championnats civils du *pays*. La section de volley-ball ainsi que la section de football, elles évoluaient dans le championnat élite du *pays*, elles étaient craintes et respectées. En plus, récemment, c'est la section de *va'a (ndt, la course en pirogue)*, OPT Va'a. La renommée de l'OPT Va'a est connu du fait que l'OPT a gagné plusieurs compétitions autre celle de *Hawaiki Nui*.

Les résultats étaient à la hauteur de l'investissement, c'est-à-dire de bons résultats, gagnant-gagnant entre *population*, employés et dirigeants.

Facteurs, sportifs concouraient à la cohésion des employés de l'établissement. L'OPT, *notre office des postes* était considéré comme une seconde maison pour les résidents de l'établissement, où l'esprit fraternel et familial était palpable et réel aux dires de ceux et celles qui ont vécu cette période bénite.

La période de la modernisation s'est mêlée à la période bénite. L'OPT, s'est transmué en une société de communication moderne, nommée groupe public de l'OPT.

Création de filiales spécialisées dans tel ou tel domaine, investissement dans les nouvelles technologies, formation du personnel de plus en plus pointu, recrutement de cadres de hauts niveaux, bref, une course à la rénovation où le Pays n'a pas su ou n'a pas vu cette transformation arrivée afin de créer des outils nécessaires pour accompagner ce progrès dans la communication, en créant des filières de formations y afférent.

Le défi relevé par l'OPT fut une réussite du fait que l'établissement a non seulement été innovant dans le domaine, mais surtout l'établissement avait le monopole sur bien des domaines liés à la diffusion et la propagation des informations bases de la communication moderne.

Mais le revers de la médaille, cher à notre *population* s'est éteint en même temps que la disparition méthodique de nos facteurs.

Pour éveiller cette tristesse, je reprendrai un passage de la chanson de Charles Trenet :

« *Que reste-t-il de nos amours
Que reste-t-il de ces beaux jours
Une photo, vieille photo
De ma jeunesse
Que reste-t-il des billets doux* »

Pincement nostalgique : oui ; résignée : non ! Ce positionnement est le sens même de l'esprit qui anime le Tavini huiiraatira : construire notre présent et notre avenir sans renier nos valeurs de notre passé.

Chers collègues, le présent, c'est maintenant !

C'est à dire que le projet de délibération portant approbation des comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 du groupe public OPT nous plonge dans le présent sur la situation financière de l'OPT.

Sauf qu'il y a un bémol. Nous sommes en 2023, la seule vision financière de l'établissement que nous avons, remonte à deux années en arrière, et pour être plus précis, la vision de la situation financière de l'établissement a 20 mois d'ancienneté, ce qui correspond à 2 gestations consécutives pour mettre au monde un bébé — donc il faut neuf mois !

Résignée, non ! Même si nous avançons vers le futur avec un déficit d'un exercice, d'une année budgétaire, nous devons accompagner nos établissements publics pour le bien de notre *peuple*.

Il n'empêche que nous avons souligné en commission que la présentation des comptes annuels présentés par l'établissement qui datent de l'exercice 2021 ne satisfait pas les élus que nous sommes.

Il serait souhaitable que l'établissements puisse transmettre à l'assemblée le compte financier de 2022 dans le courant du dernier trimestre de cette année, voire au plus tard dans le premier semestre de 2024 accompagnée du compte financier de 2023.

Quant au reste de la présentation du texte lié au projet de délibération, nous l'avons débattu en commission. Comme le disait et le répète à chaque fois notre président de l'assemblée, nous n'allons pas refaire une commission bis.

Notre ouverture au monde est nécessaire pour être à la page, comme diraient certains. Câble international Manatua, câble domestique Natitua Sud, des investissements importants pour le développement du secteur touristique et investissements obligés pour notre *pays* afin que notre jeunesse possède les outils adéquats pour une ouverture d'esprit adaptée à notre monde d'aujourd'hui.

L'accès aux nouvelles technologies coûte cher ; l'accès aux nouvelles technologies participe au développement de notre économie ; l'accès aux nouvelles, c'est le progrès.

Mais, cette course effrénée vers le progrès est-elle en phase avec la construction d'une nouvelle société que nous préconisons pour l'avenir de nos enfants, de nos petits-enfants, de nos arrières petits-enfants ?

Certes, la nouvelle génération est demandeuse de ces nouvelles technologies, mais, nous en tant que responsables politiques et parents, avons-nous le droit de laisser filer nos valeurs *polynésiennes* au détriment du progrès ?

Que constatons-nous ?

Les générations ne se parlent plus, attitude néfaste pour la cohésion du foyer.

Les nouvelles technologies ont robotisé notre *population*, aussi bien chez les jeunes que chez les adultes. Nous sommes esclaves de notre téléphone !

Si le cadastrage de nos terres a installé des murs au sein de notre *population*, les nouvelles technologies dressent des murs virtuels au sein de notre *population*. Le mur physique est visible, réel alors que le mur virtuel est invisible et sournois.

Le progrès, oui, mais pas au détriment de notre patrimoine culturel.

L'intelligence réelle du *Polynésien* ne doit pas s'effacer devant l'intelligence artificielle.

Et enfin pour clore, les comptes annuels consolidés de l'exercice 2021 du groupe public OPT ont été examinés en commission, comme l'a rappelé Madame le rapporteur.

Aussi, j'invite mes chers collègues de l'assemblée à confirmer le vote de la commission.

Merci de votre attention.

Le président : Merci.

J'invite l'intervenant du groupe Tapura huiraaatira à prendre la parole.

M. Gaston Tong Sang : Merci, Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie française.

Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants de l'assemblée de Polynésie française, Madame la sénatrice, chers collègues, *par la grâce de notre Seigneur, bonjour.*

Je ne serais pas aussi nostalgique que notre présidente de la commission des finances, pour parler de la belle époque de la Poste et de l'OPT, où la Poste se retrouvait toute seule, pas de concurrent, et où la Poste aussi était à un moment donné sous la tutelle de l'État.

Bon ! On ne va pas retourner dans le passé, mais on est rattrapé par la réalité aujourd'hui de la situation de notre établissement.

Comme chaque année, notre assemblée passe en revue les comptes de l'établissement public intitulé Office des postes et des télécommunications et ceux de l'exercice 2021, dont il est question aujourd'hui — même si l'on peut déplorer un certain décalage dans le temps —, ne déroge pas à la règle.

Mais plus que la situation financière de la seule *holding* qui n'est pas suffisamment révélatrice, c'est la présentation des chiffres annuels consolidés du groupe OPT et de ses filiales qui, une fois de plus, doit recueillir toute notre attention.

Quelques jours avant l'examen préliminaire du dossier en commission législative, le 10 juillet dernier, à notre grand étonnement, ce dossier a fait grand bruit dans la presse et ce, sur la base d'un courrier adressé par notre ministre de tutelle au président directeur général de l'OPT, lui demandant un certain nombre d'explications sur le fonctionnement interne de la maison et des déficits constatés. Avant de se justifier en ces termes, je vous cite madame la ministre, dans une interview accordée à la Dépêche : « *Le président m'a donné l'OPT car il s'agit de sauver le groupe* ». Rien que ça...

Aussi noble soit votre ambition, et je sais que la pérennité de cette grande entreprise vous tient particulièrement à cœur puisque vous y avez fait vos premières armes, permettez-moi de vous dire que nous n'avons pas attendu le changement de majorité pour prendre conscience des difficultés structurelles rencontrées par l'OPT.

C'était l'objet de ce qui a été appelé « Ambition 20-20 ou 2020 » qui avait pour but de restructurer l'OPT et ses filiales, accompagné pendant 3 ans de la possibilité pour l'office d'être accompagné par une subvention exceptionnelle pouvant atteindre 2 milliards par an.

Le président Fritch avait alerté les salariés de la poste et des télécommunications en ces termes : *« qu'il soit clairement entendu que cette aide n'est pas susceptible de rehaussement, qu'elle n'est pas éternelle et qu'elle n'est pas inconditionnelle. Le meilleur gage de votre survie de long terme est que par vos propres efforts, avec la pleine solidarité du groupe et les résultats de vos amis d'ONATi, vous puissiez trouver un terrain d'équilibre financier durable »*.

Tout cela pour dire que vos prédécesseurs à la tête du Pays ne sont pas restés les bras croisés face à la dégradation des résultats du groupe. Raisons pour lesquelles des actions ont été mises en œuvre par l'équipe dirigeante pour maintenir le navire à flot à l'instar du plan de rigueur opérationnel depuis janvier 2023.

De la même manière, le versement des dividendes au Pays par l'OPT à l'époque où celui-ci régnait en maître, principalement dans le domaine de la télécommunication, n'a rien d'exceptionnel ! C'est même de notoriété publique : en effet tous les gouvernements, y compris ceux qui ont géré notre pays entre 2004 et 2013, ont recouru à cette solution, pas seulement à l'OPT mais également au Port autonome, pour accompagner le Pays dans ses investissements. En retour, la collectivité est aux côtés de l'établissement dans l'accomplissement d'un certain nombre de missions de service public, au travers par exemple, le maintien des 80 bureaux de postes disséminés sur l'ensemble du territoire et Dieu sait le fonctionnement de ces bureaux de postes sont notoirement déficitaires. N'est-ce pas là la nécessité d'un service public ?

Alors, oui, c'est vrai, la situation est préoccupante : au 31 décembre 2021, le résultat de l'entreprise consolidé affichait un déficit de 319 201 181 F CFP contre un bénéfice d'un peu plus de 56 millions de francs enregistré un an plus tôt. Quand bien même, et cela peut paraître paradoxal, si le chiffre d'affaires net du groupe progresse dans un même temps de 1,8 % pour atteindre 22 620 000 000 F CFP. Et la situation financière ne ferait qu'empirer...

L'origine du mal est connue de tous : jusqu'ici, les Télécoms ont toujours compensé les pertes du groupe OPT. Mais en 2022, pour la première fois, la branche ONATi a pâti d'une politique commerciale certainement trop agressive, de l'aveu même du PDG, pour répondre à la politique également très agressive de la concurrence. Et puis, l'autre souci majeur par rapport aux concurrents, c'est que l'établissement ne dispose pas des mêmes armes, du fait principalement de sa présence obligatoire jusque dans les îles ou les atolls les plus éloignés et des investissements qui ont été faits pour satisfaire ce service public pour tous.

Tous ces paramètres mis bout à bout, on comprend toute la difficulté d'équilibrer les comptes, même s'il a été clairement dit en commission : « On n'arrivera jamais à zéro ! »

Alors, quelles solutions reste-t-il ? Bien sûr qu'il faut augmenter les recettes, et limiter les dépenses ! Pour reprendre vos propos, Madame la ministre, des pistes ont déjà été identifiées comme, par exemple, la vente de capacités à partir du réseau des câbles sous-marins qui relie désormais la Polynésie française. Mais, gardons-nous de toute décision hâtive, à commencer par une éventuelle mise en cause des tarifs d'interconnexion qui ne manquerait pas d'être sanctionnée par les juridictions compétentes. Quant à couper dans les effectifs, après s'être interrogé sur la pertinence de conserver les 1300 agents actuellement en poste... ? Il n'est pas raisonnable. Tout au plus, peut-on miser sur un gel de la masse salariale qui, en 2021, a quand même franchi le cap des 10 milliards de francs pacifiques, sur un chiffre d'affaire de plus de 22 milliards F CFP.

D'ailleurs, nous aimerions connaître votre position, Madame la ministre, face au dépôt d'un préavis de grève dans les sociétés du groupe qui vise notamment à la renégociation de la convention collective, et on peut l'imaginer, au maintien des avantages acquis, sur lesquels, vous Madame la ministre vous avez affirmé vouloir revenir.

Enfin, et j'en terminerai sur ce point, Madame la ministre s'est montrée à plusieurs reprises très réservée sur le projet immobilier à l'étude sur le terrain de la SCI Fare Hinoï, visant à regrouper d'ici à 2025 les entités du groupe OPT ainsi que les deux principaux organismes de la vie communale en Polynésie française, le Syndicat pour la promotion des communes de Polynésie française et le Centre de gestion et de formation du personnel des communes de Polynésie française. Une fois de plus, vos états d'âme ont fuité dans la presse et à travers d'un article publié sur le site de Radio 1 en date du 28 août, puis tout dernièrement le 21 septembre sur les mêmes antennes, d'où il ressort que le gouvernement demande à l'OPT de revoir sa copie.

Ainsi pour conclure, Madame la ministre, avez-vous avancé dans votre réflexion sur ce qu'il adviendra du projet mais également de son assise foncière sur la prestigieuse avenue du Prince Hinoï ? Le Pays souhaite-t-il que l'OPT revende le terrain au Syndicat pour la promotion des communes et au Centre de gestion et de formation qui ont manifesté leur volonté d'édifier la Maison des communes ? Lorsqu'on sait que les financements de la part concernée par la Maison des communes est pratiquement bouclés. C'est quand même dommage qu'un projet immobilier de cette taille ne puisse pas être lancé pour nous permettre de donner aux entreprises de la Polynésie française un marché intéressant permettant de participer à la croissance économique de notre pays.

Merci bien.

Le président : *Merci bien.*

J'invite l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

M. Nuihau Laurey : Oui, merci Monsieur le président.

Je n'aurais pas le même temps bucolique et mélancolique des facteurs de ma collègue Elise sur ce sujet.

Moi, ce que je vois, c'est plutôt un établissement, un grand établissement de notre pays qui est un peu à la dérive depuis quelques années. L'OPT est effectivement le plus grand établissement public de notre pays par son chiffre d'affaire, par son actif patrimonial, par ses domaines d'interventions. C'est un établissement qui touche effectivement tous les polynésiens, mais comme l'a rappelé, Madame la vice-présidente, préalablement, c'est aussi un établissement qui aujourd'hui est coutumier des déficits chroniques que vous avez-vous-mêmes rappelé, puisque vous

avez indiqué, Madame la ministre, qu'entre 2019 et aujourd'hui, sans l'intervention du Pays, ce serait à peu près 5 milliards, 4,9 milliards F CFP — si je me souviens bien — de déficits cumulés. Ce modèle est-il soutenable ? Bien évidemment, non !

Comment comprendre cette situation actuelle si on ne fait pas un peu d'histoire. L'OPT a opéré dans un modèle de monopole pendant des années sur les télécommunications. Ce qui lui permettait sur la téléphonie fixe, dans un premier temps, et ensuite sur la téléphonie mobile, finalement de dégager des excédents qui permettaient de financer des activités déficitaires (les services financiers, la Poste).

C'est aussi un établissement qui a été — et il faut le dire — utilisé par tous les politiques pour des activités qui sont plutôt liées au service public dans les îles, à l'installation de systèmes de télécommunications dans des atolls éloignés qui, en termes de coûts, n'était effectivement pas rentable et, ce modèle, aujourd'hui, avec l'ouverture de la concurrence sur l'Internet et sur la téléphonie mobile, depuis 2001 et 2003, n'est plus soutenable. Seulement, cela fait presque 10 ans que l'on dit qu'il n'est plus soutenable !

Et vous avez, Madame la ministre, vous-même donné les pistes sur lesquelles le gouvernement doit effectivement travailler : la réduction des dépenses, la réduction de la masse salariale. On a cité le nombre de 1 300 agents à l'OPT. On n'est pas dans un mouvement de réduction du personnel. Et là aussi, il faut dire que, pendant un certain nombre d'années, les pouvoirs politiques ont utilisé aussi l'OPT comme réceptacle de placements et, c'est l'histoire !

Aujourd'hui, sur ces sujets, que doit-on faire ? Augmenter le chiffre d'affaire ? Oui, c'est plus facile à dire qu'à faire ! Sur les investissements qui sont programmés par l'OPT, comme l'a dit mon collègue Gaston Tong Sang, vous avez émis des doutes sur le projet d'investissement qui est présenté par l'OPT, à savoir le développement d'un investissement — comment dire ? — de convenance, un immeuble de regroupement des services pour un montant de 11 milliards F CFP — si je me souviens bien —, et vous avez indiqué que cela n'était probablement pas la priorité dans ce contexte et nous soutenons cette démarche. Effectivement, cela n'est pas la priorité dans ce contexte !

L'exploitation, la valorisation de ce terrain, il faut se souvenir aussi, ce terrain a été acquis en 2000 par l'OPT qui, à l'époque, avait bénéficié de dispositions de défiscalisation ! Et au bout de 23 ans, soit presque un quart de siècle, aucun investissement n'y a été réalisé ! Ça aussi c'est la réalité ! L'OPT a été obligé de rembourser les avantages fiscaux dont il a bénéficié à l'époque !

Combien de projets, combien de consultations ont été effectués par dizaine et centaine de millions de francs (CFP) pour trouver l'investissement adéquat à ce terrain ! Effectivement, ce sont des questions qui se posent et nous ne sommes pas les seuls à les poser, puisque la Chambre territoriale des comptes, dans son rapport de 2015, pointe du doigt effectivement la gestion patrimoniale de l'OPT, que la Chambre estime manquer de cohérence.

Et donc oui, nous soutenons votre démarche de prudence sur ces sujets. Nous soutiendrons en tout cas pour notre part toutes les actions qui visent à permettre à cet établissement de retrouver un modèle économique soutenable. Cela veut dire aussi se poser des questions qui fâchent sur des activités qui, aujourd'hui, on le voit, sont structurellement déficitaires (activités financières, activités de postes). Faut-il pour autant supprimer ces activités, supprimer la Poste ? Je ne crois pas ! Par contre, il faut appeler un chat, un chat ! Ces services publics doivent être financés par la puissance publique et pas par un établissement dont la vocation est d'être concurrentielle par rapport à d'autres sociétés privées qui elles, ne bénéficient pas du soutien du Pays ! En termes de rupture d'égalité, on est effectivement dans un système qui — et je m'en étonne — n'a peut-être pas été suffisamment pointé du doigt par l'Autorité de la concurrence. On voit le nombre de recours qui sont déposés par les concurrents de l'OPT et qui ont des résultats positifs devant les juridictions. Cela montre bien que ce système, y compris sur le plan juridique, n'est pas soutenable !

Alors oui, Madame la ministre, je pense qu'il faut agir sur ce dossier. Il faut prendre des décisions courageuses, en tout cas celles que vous avez indiquées, à savoir que ce projet n'était peut-être pas le projet le plus prioritaire dans le redressement des comptes de l'OPT. Je pense effectivement que c'est une attitude qui est plutôt de bon sens.

Maintenant, certains l'ont dit aussi, nous examinons les comptes de 2021. On est quasiment à la fin de l'année 2023. Les statuts, la loi organique prévoit un examen par notre assemblée, des comptes avant le 30 juin de l'exercice qui suit celui de la clôture des comptes. On a largement dépassé les délais !

Après moi, c'est une question que j'ai posée aussi à plusieurs reprises au sein de cette assemblée. Nous devons approuver les comptes de cet établissement public, et si nous ne les approuvons pas, qu'est-ce qui se passe ? Les comptes changent-ils, non ? Ils ont été arrêtés. L'établissement du bilan, l'établissement du compte de résultat va-t-il changer si nous disons que nous n'approuvons pas ces comptes ? Non pas du tout ! C'est un exercice de pure forme.

Par contre, ce qui va compter effectivement, ce sont les décisions que vous en tant que ministre en charge de la tutelle de cet établissement public allez prendre dans la période qui vient. Et sur ce plan, le passé est le passé et nous souhaitons qu'enfin des décisions saines soient prises, même si sur le plan politique, cela s'avèrera — et je pense que vous le verrez — assez compliqué.

En tout cas, c'est un message de soutien que nous vous adressons, Madame la ministre, parce que je sais que la tâche est particulièrement difficile dans la gestion de cet établissement et, nous souhaitons, comme l'a dit ma collègue Elise, qu'il continue à exister dans le futur et qu'il soit aussi apprécié que par le passé de tous les Polynésiens.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

La discussion générale étant maintenant close, j'invite le gouvernement à répondre aux interventions.

M^{me} Vannina Crolas : Merci à tous pour vos interventions, Madame la rapporteure et tous les intervenants sur cette question importante de notre cher OPT. Effectivement, j'y ai fait mes premières armes, mais c'était il y a 20 ans, plus de 20 ans même. Et à cette époque-là, il n'y avait pas encore la convention collective qui est en vigueur aujourd'hui. On y avait des avantages effectivement mais pas aussi importants que ceux qu'on a aujourd'hui.

Il faut savoir que les avantages aujourd'hui pour l'OPT, c'est 2 milliards F CFP par an sur les 10 milliards F CFP de masse salariale effectivement, comme l'a relevé Monsieur Gaston Tong Sang.

Lorsqu'on sait que pour l'Administration du pays, c'est 3 milliards F CFP pour 8 000 agents, et que là, on a 2 milliards F CFP pour 1 300 agents... Effectivement, pendant des années, l'OPT a bénéficié d'une situation de monopole, notamment en matière de télécommunication, qui lui a permis de financer les déficits structurels de la Poste et des services financiers. Mais, aujourd'hui on n'en est plus-là, et donc effectivement, il nous faut revoir le modèle de gestion et fonctionnement de cet établissement, l'OPT.

J'ai été informé effectivement que des mesures — pas des mesures, mais des messages forts ont été adressés à l'ensemble du personnel de l'OPT par l'ancien président du gouvernement, mais force est de constater que les résultats ne sont pas au rendez-vous. La situation est encore plus grave que lorsque le Président du Pays avait justement fait ces annonces.

Nous avons débattu de ce problème plusieurs fois au sein du conseil d'administration avec l'ensemble des nouveaux membres et les dirigeants des différentes filiales, et nous avons d'un commun accord décidé de revoir le projet Hinoï, Fare Hinoï. Non pas parce que ce n'est pas le gouvernement qui a demandé à revoir la copie, c'est uniquement parce que le projet n'était plus viable, financièrement plus viable compte tenu de l'augmentation des coûts. Il était passé de 11 milliards F CFP à 12,9 milliards F CFP et les plans de financement qui avaient été convenus avec les différents bailleurs de fonds n'étaient plus tenables. Et donc, c'est à ce titre-là qu'il a été décidé de revoir le projet à une dimension plus humaine et effectivement, de recentrer les besoins sur les besoins propres de l'OPT.

Et donc, effectivement, on a sorti la Maison des communes qui, pourtant, est un projet important et légitime pour nos communes. Ce projet de Maison des communes représentait 3,4 milliards F CFP et, à cause de l'inflation, il est monté jusqu'à 3,9 milliards F CFP. Il était supposé être financé par le FIP, ce qui pour nous est aussi une injustice parce que cela viendrait priver toutes les communes de financements auxquels elles auraient droit en tant que commune et donc bénéficiaires des fonds du FIP. Mais, on va trouver une solution pour la Maison des communes, car l'on sait que c'est un projet qu'il faut absolument mener, mais certainement pas à cet endroit. En tout cas, l'OPT doit revoir son projet.

On a demandé également à l'OPT de suspendre son projet de cession de ses terrains, puisqu'un terrain représente une valeur et donc il faut plutôt penser à les valoriser plutôt qu'à les vendre.

Et donc, c'est dans ce cadre-là que la Direction de l'établissement a prévu de revoir le dossier.

En ce qui concerne les charges, il me semble effectivement que c'est le seul moyen de permettre à l'OPT de rebondir. Les négociations ont eu lieu déjà avec les dirigeants et les organisations syndicales et il se trouve que les organisations syndicales ne veulent pas lâcher les avantages.

Il y a également des pistes au niveau des effectifs en surnombre. Parce que, l'OPT cherche à recruter alors qu'il y a des personnes qui sont en surnombre, donc qui sont rémunérées mais pas occupées à hauteur de leur rémunération. On a estimé ces personnes-là à 69 à peu près pour un montant de 500 millions F CFP. Donc, il y a aussi à remettre au travail tous ceux qui sont peut-être aujourd'hui démobilisés, et aujourd'hui peut-être démotivés mais avant d'aller recruter et donc de mettre encore de l'argent, il faut peut-être chercher d'abord à occuper le personnel existant. Il faut d'abord les motiver. Et donc, il y a un gros travail à faire, c'est sûr !

Les organisations syndicales ont demandé à me rencontrer la semaine prochaine, donc on va répondre à leur demande et voir ensemble : comment protéger ces 1300 emplois et comment permettre à l'OPT de rebondir ? Il y a des pistes quand même d'augmentation du chiffre d'affaires comme le projet de ferme photovoltaïque à TNT, le projet également de constellation satellitaire avec l'opérateur *OneWeb*. Donc on a des projets mais, maintenant, il y a toujours les dépenses qu'il faut qu'on essaye de réduire parce que c'est vrai que, sinon, l'OPT ne sera jamais compétitif par rapport à ses concurrents.

Donc, voilà quelques informations. Je ne sais pas si j'ai répondu à toutes les questions.

Le président : Merci, Madame la ministre.

Donc si nous n'avons plus de questions... Madame Lana Tetuanui.

M^{me} Lana Tetuanui : Merci, Monsieur le président.

J'ai presque envie de dire à notre ministre : courage ! Ce n'est pas parce que je faisais partie de l'ancien gouvernement que je n'ai cessé aussi de dénoncer les dérives qui existaient et qui continuent à perdurer au sein de notre OPT.

On entend *via* la presse depuis quelques jours un préavis de grève déposé pour X raisons. Bon, vous venez de nous dire un peu un petit bout du début des négociations au niveau des organisations syndicales, mais je crois que la vraie question qu'il faut se poser aujourd'hui — et ça, il faut avoir beaucoup de courage — il y a toujours un responsable dans la nomenclature de quelque chose ou d'une maison ! C'est comme dans un foyer ou une famille, si les enfants n'écoutent pas, les premiers concernés sont les parents qui ont peut-être mal éduqué ! Si la maison OPT connaît aujourd'hui des errements graves, je pense qu'il y a un responsable quand même ! Quand vous parlez des avantages, mais tout le monde sait à qui profitent tous ces avantages : à tous ceux qui occupent les fameux bureaux climatisés ! Mais, il y en a qui se lèvent tôt à 5 heures du matin !

Élise a évoqué peut-être le cas des facteurs, mais il n'y a plus de facteurs ! Ce sont nos *policiers* municipaux maintenant qui font office, mais ils font le même travail. Ce sont les relais aussi de nos *maires* sur le terrain. Vous allez aux Tuamotu, à Rikitea, le seul lien entre ces atolls ou bien ces îles éloignées et Papeete, ce sont les bureaux de poste. C'est là-bas qu'ils peuvent aller retirer de l'argent ! C'est là-bas qu'ils peuvent aller communiquer ! Je ne pense pas qu'on ira jusque-là et couper ce lien quand même qui nous relie, Papeete et les autres archipels ! Mais, s'il faut trouver — je ne dirais pas des coupables — des responsables, il faut avoir le courage et, là, je vais te soutenir parce qu'il y a des vrais responsables !

Je vais pointer seulement la SI Noa pour presque 5 milliards F CFP d'investissement sur un fameux logiciel qui était censé rendre plus — comment dirais-je ? J'ai perdu le mot, excusez-moi, Madame la ministre — plus efficace et plus performant l'OPT ! Cinq milliards d'investissement ! Il est vrai que nous sommes élus et que l'on écoute aussi ! Surtout moi, j'aime bien aller me renseigner et parler avec tout le monde. Malheureusement, aujourd'hui, apparemment, c'est ce petit bébé-là qui est en train de plomber aussi les comptes de l'OPT. SI Noa, mais qui a commandé ? Qui a eu la géniale idée d'aller chercher ce logiciel et qui ne fonctionne pas aujourd'hui ? Il faut peut-être demander à ces gens-là !

Je serai même amenée à vous demander, Madame la ministre, qu'il serait bien aussi d'inviter quelques élus, ceux qui sont intéressés, et de demander la direction de l'OPT, là de l'autre côté. Moi, je serai intéressée aussi à aller écouter ce qu'ils vont nous dire, là. Ou sinon proposer peut-être, Monsieur le président, une mission d'enquête. Voilà un bon sujet ! Après avoir fait celui d'*Air Tahiti* pourquoi pas, Monsieur le président ? Tiens, une mission d'enquête ! Hein, les amis, vous allez soutenir, hein, ma demande ?

Grâce à cela, l'on pourra nous-même les inspecter (ndt, vérifier ce qu'ils font) ! Certes, c'est la ministre qui nous en parle, mais l'on entend aussi d'autres discours venant de l'extérieur qui sont différents. Et, Nuihau a raison de le soulever : nous, on vote seulement, on approuve des comptes, le fond, par contre, on n'est pas au courant. C'est « radio cocotier » qui nous dit et qui nous informe sur tout ce qui se passe !

Monsieur le président, il faut inscrire la demande émanant de votre honorable sénatrice. Je sais que vous êtes un peu allergique aux missions d'enquête, mais sur celle-là, je pense que cela vaut le coup pour les élus de l'assemblée de mener une mission sur le fonctionnement de notre OPT. Mais de grâce, ne supprimez pas nos bureaux de postes dans nos îles, *chers amis* ! Ne supprimez pas ça ! C'est tout ce que je vais demander.

La Maison des communes, Madame la ministre, un sujet qui me tient à cœur — mais bien sûr, je vous prends au mot. Je vous prends au mot. Pourquoi aussi bien le SPC ou le CGF s'est orienté ? C'est à cause de la cherté du foncier ici à Papeete ! Il était impensable d'aller trouver un terrain en dehors de Papeete. C'est vrai que l'on a même proposé à Mataiea et à Taravao, mais faire venir aussi bien les agents... Quand on parle de la Maison des communes, il s'agit bien, non seulement pour *des maires*, mais aussi pour les 4800 employés communaux. Si vous n'êtes pas au courant, on n'est pas moins de 5000 agents communaux ici en Polynésie française. C'est pour cela que le choix a été fait puisque l'OPT était porteur d'un projet, et aussi bien le SPCPF et le CGF ont aussi voulu porter ensemble ce projet. Vu les sommes astronomiques annoncées, je serais d'accord aussi qu'il faut revoir la voilure, mais je vous encourage à trouver, à nous trouver parce que je sais que vous n'êtes pas insensible aux demandes, à ces vieilles... aussi bien des élus ou des agents communaux de la Polynésie française. Il faut les aider. Il faut aider nos *maires*, il faut aider nos agents à trouver un lieu, un terrain où tout le monde pourrait se retrouver aussi bien pour les formations des élus et ceux des agents. Madame la ministre, ça, je vous implorerais que c'est urgent. Ce n'est peut-être pas une priorité pour vous le gouvernement, mais je pense pour nos *maires* et pour nos agents, c'est une priorité surtout aujourd'hui en 2023.

Et pour le financement, vous avez dit « financé par le FIP », une partie... une partie parce que nous avons déjà entamé des discussions et on devait obtenir un financement *via* Paris, la France, même si *bien sûr* certains n'aiment pas, mais ce n'est pas... L'argent des français, c'est bon aussi, parfois. *Via* le ministère en charge des collectivités, nous étions prêts à obtenir le financement, mais comme aujourd'hui le gouvernement polynésien a estimé que ce n'était pas une priorité, mais pour moi, cela reste une priorité, Madame la ministre.

Voilà, président, il faut prévoir notre mission d'enquête sur l'OPT, et je me tairais maintenant.

Merci.

Le président : *Merci bien.*

Nous passons à l'examen de la première délibération qui est rattachée au rapport n° 56-2023, délibération qui comporte trois articles.

Article 1^{er}

Le président : La discussion est ouverte au titre de l'article 1^{er}. Qui veut prendre la parole ? Pas d'intervention ? Donc, je mets aux voix. Qui est pour ? À l'unanimité. Merci.

Article 2

Le président : On poursuit avec l'article 2 que je mets à la discussion. Qui veut intervenir sur l'article 2 ? Pas d'intervention ? Même vote ? Même vote. Adopté.

Article 3

Le président : Article 3, même vote ? Adopté.

L'ensemble de la délibération, même vote. Merci.

On poursuit avec le deuxième rapport puisqu'on a groupé les deux rapports. Il s'agit de la délibération concernant l'approbation des comptes annuels consolidés de l'exercice 2021, toujours du même établissement.

Article 1^{er}

Le président : Je mets à la discussion l'article 1^{er} ? Il n'y a pas d'intervention sur l'article 1^{er}. Donc je mets aux voix l'article 1^{er}. Même vote ? À l'unanimité. Très bien.

Article 2

Le président : L'article 2, même vote ? Adopté.

L'ensemble de la délibération, même vote ? Adopté.

Je vous remercie pour l'examen et le vote de ces deux délibérations.

RAPPORT N° 83-2023 RELATIF A UN PROJET DE DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DES GRILLES INDICIAIRES DES PREMIERS ET DEUXIEMES GRADES DES CADRES D'EMPLOIS DE CATEGORIE D

Présenté par M. le représentant Cliff Loussan

Le président : Je vous propose de poursuivre notre séance avec le rapport n° 83-2023 s'agissant du projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D.

Je demande au gouvernement s'il peut intervenir pour présenter un peu l'économie générale.

M^{me} Vannina Crolas : Rapidement, il s'agit donc de modifier l'indice de rémunération de 406 de nos agents qui sont en catégorie D et dont la rémunération doit être réévaluée suite à l'augmentation du Smig depuis le 1^{er} janvier 2023 pour un impact de 35 millions F CFP annuels.

Je laisse ensuite le rapporteur préciser les éléments de ce dossier.

Le président : Merci.

Je cède la parole au rapporteur, Monsieur Cliff Loussan.

M. Cliff Loussan : Merci, Monsieur le président.

Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, par lettre n° 5845/PR du 11 août 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D.

Ces grades comprennent des postes tels que les agents de bureau, les aides techniques et les aides médico-techniques. Depuis le 1^{er} janvier 2023, le Salaire minimum interprofessionnel garanti, autrement dit le Smig, a augmenté de 6 182 F CFP, passant de 162 973 F CFP à 169 155 F CFP.

Malgré cette augmentation et malgré la revalorisation du point d'indice intervenue le 1^{er} mars 2023, il semble que le salaire des agents classés aux trois premiers échelons des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D, soit resté en deçà du Smig actuel.

Afin de remédier à cette situation, un ajustement des indices de traitement de ces échelons est proposé afin qu'ils soient conformes au Smig. De plus, cet ajustement affectera également le quatrième échelon pour garantir une progression salariale logique.

La majoration proposée est évaluée à 35 540 343 F CFP, pour un effectif de 406 agents, correspondant ainsi aux arriérés de janvier à juin 2023 que devront percevoir les agents concernés.

Ces modifications visent à assurer une rémunération équitable pour tous les agents publics en Polynésie.

Examinée en commission, le 12 septembre 2023, ce projet de texte a suscité des échanges ayant porté sur : la régularisation du régime indemnitaire des agents susmentionnés, à titre rétroactif, à compter de janvier 2023 ; et sur l'historique des augmentations successives du Smig et du point d'indice de rémunération, intervenues pour suivre l'augmentation du coût de la vie, dans le but de soutenir le pouvoir d'achat des polynésiens.

À l'issue des débats, le projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération.

Merci.

Le président : Merci.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps d'intervention de 60 minutes réparti pour 36 minutes au Tavini, 15 minutes au Tapura et 9 minutes aux non-inscrits.

J'invite les non-inscrits à faire leur intervention. Merci.

M^{me} Teave Boudouani Chaumette : Monsieur le président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, la presse, cher public.

Par lettre n° 5845/PR du 11 août 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée un projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D.

Ce projet de délibération répond de la nécessité d'intégrer l'augmentation du Smig désormais fixée à 169 155 F CFP au sein des grilles indiciaires des agents publics de catégorie D relevant des filières administratives, techniques et médico-techniques avec une portée rétroactive à compter du 1^{er} janvier 2023.

Il propose ainsi de revaloriser le seuil plancher du premier au quatrième échelon pour les deux premiers grades afin de maintenir une progression de rémunération, la revalorisation en deux temps de la valeur d'indice de la fonction publique de 1015 à 1030 à compter du 1^{er} janvier puis à 1060 à compter du 1^{er} mars dernier n'ayant pas suffi à elle seule à compenser les effets de l'inflation sur les rémunérations de ces agents.

Selon les travaux menés en commission, 406 agents sont concernés par ces dispositions. Il s'évalue à un coût supplémentaire de 35,5 millions F CFP pour le budget du pays.

Sur le fond, ce projet de délibération n'appelle pas de remarque particulière pour lequel nous voterons favorablement, mais nous invite à interpellier la ministre en charge du travail et de la fonction publique à conduire une réflexion plus globale sur ce dispositif car s'il vient compenser les effets de l'inflation sur les plus bas revenus et rendre du pouvoir d'achat, il contribue à entretenir les effets de l'inflation sur les prix.

Pourriez-vous nous indiquer à cette occasion si un suivi de l'inflation est actuellement conduit par l'actuel gouvernement et dans quelles mesures des recommandations pourraient donner lieu à des propositions pour contenir ces effets sur notre territoire ?

Par ailleurs, n'est-il pas possible d'envisager de déployer des procédures de régularisation plus simple et mettre en œuvre au bénéfice des agents qui, si je suis les propos tenus en commission, restent en attente de régularisation et d'adaptation de leurs revenus ?

Enfin, je souhaite aussi alerter la ministre sur l'utilisation massive et parfois à des fins politiques surtout en fin de mandat de la titularisation en catégorie D sur liste d'aptitude. Cette pratique vient alourdir les dépenses publiques et croître le nombre de fonctionnaires dans notre administration sur des postes très souvent inadaptés.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

J'invite l'intervenant du groupe Tavini huiiraatira à prendre la parole.

M. Tevaipaea Hoioire : Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les ministres, Madame la sénatrice, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes et cher public, *bonjour*.

Par lettre du 11 août 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de *Mā'ohi Nui (ndt, Polynésie française)*, le projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de catégorie D. Ce dossier a été relevé du caractère d'urgence pour l'inscrire à l'ordre du jour prioritaire des travaux de notre assemblée.

C'est chose faite, après sa présentation aux membres de la commission législative compétente, qui ont rendu un avis favorable le 12 septembre dernier, et son inscription à l'ordre du jour de notre deuxième séance de la session budgétaire.

Dans la poursuite des discussions avec la Direction générale des ressources humaines (DGRH) qui représentait le gouvernement en commission, et des éléments du dossier portés par notre rapporteur, ce projet s'inscrit dans une démarche d'harmonisation de certaines grilles indiciaires, au regard de l'évolution du salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig). Désormais fixé à 169 155 F CFP depuis le 1^{er} janvier 2023, cette modification concerne 406 fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de catégorie D, regroupant les « agents de bureau », les « aides techniques » et les « aides médico-techniques », répartis dans les 50 services et 13 établissements publics tous confondus, de notre administration.

Ces 406 agents qui bénéficieront d'une régularisation de leur situation administrative, et de manière rétroactive (soit depuis le 1^{er} janvier 2023), représenteraient 5 % de la part totale des fonctionnaires publics.

Dans un contexte socioéconomique dépendant de phénomènes exogènes, le relevé d'indice du prix à la consommation a souligné « l'impact des prix mondiaux dans l'inflation polynésienne ». Il affiche une forte hausse de 5,5 % en 2022, soit 20 fois « plus intense » que le rythme annuel constaté en 20 ans.

Autre fait important dans le plan d'actions du gouvernement sortant, la revalorisation de la valeur du point d'indice applicable aux grilles indiciaires de la fonction publique territoriale, opérée en mai 2022 et en mars 2023. Il passe de 1015 à 1030, puis de 1030 à 1060, soit 45 points supplémentaires, en moins de 12 mois.

Depuis la mise en place de la fonction publique, il s'agit là, de la revalorisation de l'indice la plus importante observée en 27 ans.

Troisième fait marquant de cet exercice 2023, le récent collectif voté le 1^{er} août, illustré par le redéploiement général des crédits. Mais ce collectif est surtout marqué par la révision à la baisse du fonds de la protection sociale universelle (FPSU) avec la suppression de la contribution pour la solidarité (CPS), dite « taxe sociale ».

Il n'y a aucun problème, le premier collectif du budget général pour l'année 2023, voté en mars, a provisionné une recette de 50 millions de francs à la mission 962 « personnel », pour financer, justement, le relèvement du Smig. La hausse des dépenses est ainsi estimée à plus de 720 millions de francs...pour près de 8 000 agents.

En définitive, le montant en recettes et en dépenses de fonctionnement pour cette mission, est ainsi porté à près de 1,4 milliards de F CFP en recettes, et à près de 34 milliards de F CFP en dépenses, au 1^{er} trimestre 2023, soit trois mois après son vote par l'assemblée délibérante.

Si l'année 2023 était annoncée comme l'année du changement, autant dire que les mesures fortes poursuivies par notre gouvernement, n'avaient qu'un objectif commun : celui de soutenir le pouvoir d'achat de notre *population* pour faire face à la cherté de la vie.

Ces transformations du modèle fiscal, du modèle de management RH, de la vision de la politique RH, ne peuvent être conduites que par des hommes habités de qualités morales fortes telles que le courage et la justice.

L'engagement pris envers notre peuple, doit dessiner les contours de notre souhait d'atteindre, enfin, un modèle de société qui nous ressemble et nous rassemble, un modèle social plus juste, plus inclusif et plus équitable.

Avec pour slogan « La Polynésie française se construit avec nous », notre Administration s'efforce à répondre aux exigences de performance, de transparence et de réactivité. Devenir une administration moderne et résiliente, nécessite un management des ressources humaines rénové et une vision stratégique de la politique RH.

Dans le traditionnel discours des vœux aux responsables des structures publiques du Pays, en qualité d'enseignant en CJA j'y ai relevé ma part de responsabilité dans la construction de mon pays, *Mā'ohi Nui* (ndt, *Polynésie française*). J'illustrerai mes propos en affirmant aussi, que notre « administration doit s'adapter, se réinventer et pas dans une logique du toujours plus, mais du toujours mieux ». Le toujours mieux, nous l'avons démontré en votant à l'unanimité la suppression de la CPS (taxe sociale), animé de la même volonté que notre gouvernement, celle de la rationalisation des dépenses publiques et d'amélioration de notre CAF (capacité d'autofinancement).

Mais jusqu'où serions-nous animés de ce même courage constant, pour poursuivre les transformations nécessaires visant à optimiser nos organisations, nos moyens et surtout... nos ressources humaines pour une meilleure utilisation ?

Alors que la Chambre territoriale des comptes livrait son rapport d'observations sur la gestion de la collectivité en Polynésie, en matière de gestion des ressources humaines, il est impératif pour notre Administration, de se doter d'une feuille de route. Cette feuille, baptisée « réforme du management RH », est un schéma directeur en cours d'élaboration par la DGRH, qui sera présenté prochainement au gouvernement et aux représentants de l'assemblée.

La période s'y prête, puisque les travaux de la session budgétaire démarrent à partir d'aujourd'hui. Disposer d'un outil de planification de nos politiques publiques permet de mieux anticiper, lire, évaluer et ajuster notre action publique.

De manière générale, nous sommes invités à repenser notre administration, à la restructurer en profondeur. La réinventer, c'est innover et faire preuve de créativité, et oser prendre des mesures structurelles et non plus conjoncturelles.

Parmi les 11 recommandations formulées, quatre d'entre elles ont un impact direct sur nos ressources humaines, sur l'individu à proprement parler. Aujourd'hui, l'on ne parle plus d'agents, mais de talents, le défi étant de doter les services de personnels compétents et motivés pour avancer sur nos problématiques polynésiennes et surtout, d'assurer la mise en œuvre de nos politiques publiques sectorielles.

Dans son allocution du bilan des 100 jours, le Président du gouvernement a rappelé dans les chapitres dédiés à « l'amélioration de la qualité de vie pour tous » et « l'exemplarité et la moralisation de la vie publique », l'esprit d'une gouvernance démocratique. Il a notamment exprimé la volonté de dépolitiser le recrutement d'agents de catégorie D, qui s'appuiera désormais sur un processus établi, équitable et transparent, avec des conditions de recrutement adaptées.

À cela s'ajoute une « gestion des fonds publics sans gaspillage », efficace et efficiente. J'évoquais tantôt le défi de reposer l'action publique sur du personnel compétent et motivé. Cela se traduit notamment, par :

- « une gestion plus efficiente des agents affectés au fonctionnement courant des services et des établissements publics ;
- la montée en compétences des agents de la fonction publique ;
- la programmation sur 10 ans, de la suppression des emplois de catégorie D ;
- assimilée à la priorisation des recrutements d'agents de catégorie A et B, accompagnée de la stabilisation des effectifs de catégorie C. »

Des défis, nous en avons à relever, sommes-nous prêts à y être contraints ? *Prenons notre courage à deux mains.*

Continuité, mutabilité, modernisation, transformation, responsabilité collective : entre attentes et objectifs à atteindre, voilà tout l'exercice de bâtir ensemble *Mā'ohi Nui* (ndt, *la Polynésie française*). Notre *population* peut et retrouvera confiance en son Administration, qui s'efforce au quotidien de « placer l'usager au cœur de ses priorités ».

Pour conclure, permettez-moi de féliciter et d'encourager notre ministre de la fonction publique, ses techniciens et la DGRH, ce service support au service des services, pour les nombreux chantiers réglementaires entrepris. Et ceux à venir, car la tâche est ardue. *Bon courage.*

Chers collègues, je terminerai mon intervention sur ces modestes commentaires, et j'aimerais vous inviter à voter favorablement le projet de délibération portant modification des grilles indiciaires des premiers et deuxième grades des cadres d'emplois de la catégorie D.

Merci. Que l'amour règne.

Le président : Merci.

J'invite l'intervenant du groupe Tapura huiraaatira à prendre la parole.

M^{me} Pascale Haiti : Merci, Monsieur le président.

Monsieur le président de l'assemblée de la Polynésie française, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants à l'assemblée de la Polynésie française, chers collègues, *bonjour*.

Ce texte qui touche le niveau de la rémunération d'un certain nombre d'agents de catégorie D dans la fonction publique ne pose aucun problème majeur de compréhension et d'acceptation puisqu'il s'agit ici d'une simple régularisation au nom du principe général du droit selon lequel « *nul ne peut et ne doit percevoir un traitement inférieur au Smig* ».

Or, pour les raisons que l'on connaît et malgré la revalorisation du point d'indice de la fonction publique actée sous la précédente mandature afin de gommer autant que faire se peut les effets de l'inflation, 406 personnes très exactement se sont retrouvées dans cette situation à la fois anormale et inéquitable.

C'est donc à bon droit qu'il est octroyé une hausse de l'indice en fonction du grade et de l'échelon de chacun, avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2023, soit une dépense globale d'un peu plus de 35 millions de F CFP pour le budget 2023 de la collectivité polynésienne.

Aussi, le groupe Tapura huiraaatira adhère pleinement à cette sage et juste décision.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

Donc la discussion générale est maintenant close.

J'invite le gouvernement, si vous voulez intervenir pour répondre aux interventions.

M^{me} Vannina Crolas : Juste remercier le rapporteur du Tavini pour avoir rappelé quelques grandes mesures qui ont déjà commencé à être mises en œuvre.

Pour répondre à notre représentante, Madame Chaumette, au sujet de l'utilisation massive et politique de la titularisation en catégorie D notamment en fin de mandature, nous avons, effectivement, comme l'a annoncé Monsieur Tevaipaea, décidé d'interdire désormais tout recrutement à la simple discrétion du Président. Et donc, tous les recrutements en catégorie D feront l'objet d'une même procédure que pour les autres catégories, à savoir qu'ils passeront par une CAP et un entretien ou une mise en situation professionnelle, puisqu'il s'agit de catégorie D, avant de les recruter. Donc, il n'y a plus de discrétion « politique ».

Ensuite, pour les procédures de régularisation plus simples, effectivement, on est en septembre et, c'est un effet rétroactif, le Smig a augmenté depuis le 1^{er} janvier 2023. Des solutions ont été proposées par la DGRH aux syndicats, avec une indemnité différentielle qui serait activée dès que le Smig serait au-dessus du premier échelon de la catégorie D, mais les syndicats ont refusé. Donc, on va essayer de trouver — effectivement c'est lourd, il ne faudrait pas que nos agents soient pénalisés autant de temps —, on va voir avec les organisations syndicales de quelle manière on peut simplifier ces régularisations.

Sur les réflexions plus globales sur le dossier, en fait, c'est sur le coût de l'Administration en général qu'il faudrait avoir une réflexion plus globale. Et là, on sait que ce n'est pas facile, on est en plein arbitrage budgétaire et les débats sont soutenus. Et donc, effectivement, le but du gouvernement, c'est vraiment mettre en place toutes les mesures qui visent à réduire le coût de l'Administration pour justement peser beaucoup moins sur l'activité économique et donc libérer également des taxes, nos sociétés, mais aussi la population. Mais bon, comme vous l'avez dit, c'est un grand chantier, mais on s'y attèle.

Merci bien.

Le président : Merci.

Nous passons à l'examen de la délibération.

Article 1^{er}

Le président : La discussion est ouverte au titre de l'article 1^{er}. Pas d'intervention ?... Donc je mets aux voix. Qui est pour ?... À l'unanimité. Merci.

Article 2

Le président : On poursuit avec l'article 2 que je mets aux voix. Pas d'intervention là-dessus. Même vote ? Même vote, adopté.

Article 3

Le président : L'article 3, la même chose : même vote, adopté.

L'ensemble de la délibération : même vote, adopté.

Mesdames et Messieurs, *merci pour ces échanges sur nos textes.*

EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE

Le président : Comme je l'avais prévu au début, il est 17 heures pile, donc on va clôturer la séance de cet après-midi. Et les trois dossiers qui restent, on les reporte au 12. Comme ça, on aura une bonne séance le 12, de huit dossiers. Et à cet effet, je demande aux présidents de groupe de se réunir là maintenant en conférence des présidents — ça va durer très peu de temps — pour fixer les temps de parole de la séance du 12. Vous voulez intervenir ?...

M^{me} Tepuaurarii Teriitahi : Oui, président, merci, merci pour cette proposition. Mais bon, vu qu'on a que deux dossiers, on ne peut pas aller au bout des deux dossiers ? On en a maxi pour une heure, là. Enfin, à moins que vous ayez...

Le président : Non, c'est pour densifier l'ordre du jour du 12.

Tous les représentants ont, dans leur dossier de séance, le relevé de correspondance reçu par l'assemblée du 13 au 20 septembre. Il y a une photocopie de cette correspondance et elle peut être demandée par les représentants au secrétariat général.

CLÔTURE DE LA SÉANCE

Le président : Voilà, Mesdames et Messieurs, Mesdames et Messieurs également du gouvernement, je vous remercie tous d'être venus. *Merci bien.*

La séance est close. Il est exactement 17 heures. *Merci.*

(Il est 17 heures.)

LA SECRÉTAIRE,

LE PRÉSIDENT,

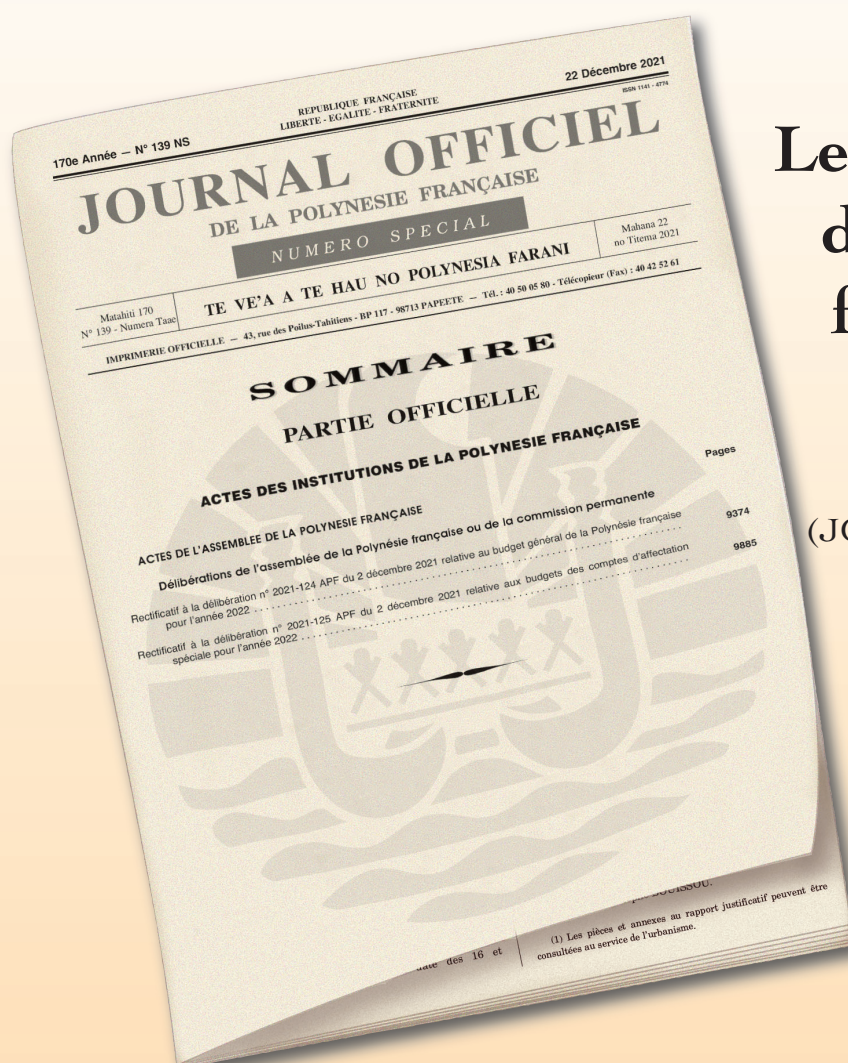
Odette Homai

Antony Géros

=====

**SIO****SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE**
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que



Le Budget général de la Polynésie française 2022 de 592 pages

(JOPF n°139 NS du 22/12/2021)

est disponible à la vente au prix de 3.108 F CFP TTC

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes